

RQ-09-2008

**Le crédit communautaire :
conceptualisation, dimensions
d'évaluation, impact et indicateurs**

Par Marie Langevin et Steve Jacob

Avec la collaboration de Yvan Comeau

En copublication avec Le Centre de
recherche, d'information et de
développement de l'économie
solidaire (CRIDÉS)

Juin 2008

Cahier du RQRP-ÉS

Cahier No : RQ-09-2008

« Le crédit communautaire : conceptualisation, dimensions d'évaluation, impacts et indicateurs »

Par Marie Langevin et Steve Jacob, avec la collaboration de Yvan Comeau

En copublication avec le CRIDES

ISBN : 978-2-89276-461-1

Dépôt légal : 2008

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

Présentation de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS

L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) sont des organismes partenariaux de recherche financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Ce consortium de recherche en économie sociale réalise des activités de réflexion, de recherche et de valorisation des connaissances en économie sociale. Ses actions contribuent à la reconnaissance et à l'essor de l'économie sociale comme outil de développement social, culturel, politique et économique du Québec.

L'ARUC-ÉS, créée en 2000, est le premier centre de recherche interuniversitaire québécois entièrement consacré à la recherche partenariale. Ses activités portent sur différents secteurs de l'économie sociale : l'habitat communautaire, les services aux personnes, le loisir et le tourisme social, la finance et le développement local et régional. Créé en 2005, le RQRP-ÉS est quant à lui l'un des six centres canadiens voués à la recherche partenariale en économie sociale. Ses activités sont décentralisées dans les huit régions du Québec où l'on trouve une institution universitaire et ses objets de recherche s'articulent autour des particularités de chacune de ces régions. Les deux centres cohabitent sous le même toit, à Montréal.

Présentation des chercheurs

Marie Langevin est titulaire d'un Baccalauréat intégré en Économie et Politique de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval et étudiante à la Maîtrise en Science politique.

Steve Jacob est professeur adjoint au Département de science politique de l'Université Laval. Ses recherches portent sur l'évaluation des politiques et sur le rôle des experts dans la conduite de l'action publique.

Yvan Comeau est professeur titulaire à l'École de service social de l'Université Laval et co-responsable du CRIDÉS. Ses enseignements et ses recherches portent sur l'économie sociale, les mouvements sociaux et l'organisation communautaire.

Cette recherche a pu être réalisée grâce à une subvention de recherche du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) ainsi que du soutien et de la participation du Cercle d'emprunt de Charlevoix, du Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) et du Réseau québécois du crédit communautaire. Les chercheurs remercient ces organismes pour leur contribution.

Table des matières

Liste des tableaux et figures.....	vi
Résumé.....	vii
Introduction.....	1
1. Le projet de recherche.....	2
1.1 Description du projet	2
1.2 Étapes de réalisation	3
2. La conceptualisation du crédit communautaire	4
2.1 Méthodologie	4
2.2 Offre de services des organismes.....	5
2.3 Objectifs et impacts attendus	7
2.3.1 Niveau micro/individu.....	7
2.3.2 Niveau méso/local	8
2.3.3 Niveau macro/sociétal	8
2.4 Particularités rurales et urbaines	111
3. Mesure d'impacts et évaluation	13
3.1 Démarche.....	13
3.2 Niveaux et dimensions évaluatives.....	13
3.3 Recensement des indicateurs	16
3.4 Sélection et proposition d'indicateurs.....	17
3.4.1 Niveau micro/individu.....	17
3.4.2 Niveau méso/local	24
3.4.3 Niveau macro/sociétal	30
Conclusion	32
Bibliographie et sources statistiques.....	33
Annexe A : Équipe de recherche et comité de suivi et d'orientation.....	37
Annexe B : Grille d'entrevues	38
Annexe C : Liste des documents officiels et des sites web corporatifs consultés	41
Annexe D : Conceptualisation du crédit communautaire	42
Annexe E : Recensement des indicateurs	51

Liste des tableaux et figures

Tableau 1	Services des Cercles d'emprunt de Charlevoix	5
Tableau 2	Services du Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)	6
Tableau 3	Synthèse des objectifs du crédit communautaire	9
Figure 1	Niveaux d'évaluation, dimensions globales, dimensions spécifiques et impacts	14
Tableau 4	Indicateurs d'impacts sur la vie matérielle	19
Tableau 5	Indicateurs d'impacts sur la vie sociale	20
Tableau 6	Indicateurs d'impacts sur les capacités entrepreneuriales	22
Tableau 7	Indicateurs d'impacts sur la confiance en soi et l' <i>empowerment</i>	24
Tableau 8	Indicateurs d'impacts sur le développement économique local	26
Tableau 9	Indicateurs d'impacts sur le développement social local.....	29
Tableau 10	Indicateurs d'impacts sur l'économie sociale et la finance solidaire	30
Tableau 11	Indicateurs d'impacts sur la communauté solidaire	31

Résumé

Ce rapport de recherche fait la synthèse de la phase 1 du projet de recherche *Le crédit communautaire dans la région de la Capitale-Nationale : pratiques et impacts socio-économiques pour les personnes et pour les communautés*. Il s'agit d'une recherche partenariale évaluative de type formative visant à mesurer les impacts et à étudier les processus qui interviennent dans l'atteinte des objectifs visés par les deux organismes étudiés. La première phase a porté sur la conceptualisation du crédit communautaire et sur le recensement des indicateurs d'impacts. Ce document rend compte de cette phase.

Introduction

Le crédit communautaire, ou microcrédit est reconnu à travers le monde comme outil de lutte à la pauvreté et instrument de finance solidaire. Les organismes qui offrent ce type de service à la communauté visent à améliorer les conditions de vie matérielle et sociale de leurs membres utilisateur et à participer activement au développement de leur communauté. Au Québec, les pratiques du crédit communautaire sont originales tant en raison des modes de capitalisation que de l'accompagnement de proximité inhérent au geste de crédit. Bien qu'il s'agisse d'un secteur de l'économie sociale activement implanté au Québec depuis plus de 10 ans, les pratiques demeurent peu documentées. C'est donc en regard des objectifs et des impacts attendus du crédit communautaire sur les personnes et les communautés que cette recherche vise à documenter et analyser les pratiques selon les deux modèles existants au Québec et dans deux milieux différents : les Cercles d'emprunt de Charlevoix, en milieu rural, et le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) en milieu urbain. Le premier chapitre rappelle les grandes lignes de cette recherche.

Pour la conceptualisation du crédit communautaire dans la région de la Capitale-Nationale exposée dans le deuxième chapitre, nous avons dressé un portrait des pratiques de microcrédit et défini le concept de crédit communautaire tel que présenté par les organismes, afin d'identifier les objectifs poursuivis et les impacts attendus. Ce travail est basé sur une recension des écrits institutionnels et du contenu des sites web corporatifs. Des entrevues individuelles semi-dirigées ont été également réalisées avec des professionnels et des administrateurs.

Le troisième chapitre concerne les indicateurs à développer pour procéder à l'évaluation des impacts. Nous avons effectué une recension des indicateurs utilisés dans les écrits sur le microcrédit et l'économie sociale. Les statistiques publiées par les organismes officiels ont été inventoriées, afin d'identifier celles qui s'avèrent pertinentes pour le projet de recherche. À partir de ce recensement, les indicateurs les plus adaptés à notre étude ont été sélectionnés pour une utilisation ultérieure à l'étape de l'évaluation. Pour les dimensions d'évaluation qui se sont avérées non couvertes par la littérature et par les organismes statistiques, des propositions d'indicateurs sont apportées. Un travail de couplage avec les données recueillies par les organismes étudiés permet d'identifier, par ailleurs, des pistes éventuelles pour la cueillette des données.

1. Le projet de recherche

Le projet a pour titre *Le crédit communautaire dans la région de la Capitale-Nationale : pratiques et impacts socio-économiques pour les personnes et pour les communautés*. Il s'agit d'une recherche partenariale évaluative de type formative visant à mesurer les impacts et à étudier les processus qui interviennent dans l'atteinte des objectifs visés par les deux organismes étudiés.

Les organismes partenaires sont impliqués en tant que membres du comité de suivi et d'orientation de la recherche. Il s'agit du Réseau québécois du crédit communautaire, des Cercles d'emprunt de Charlevoix et du Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec). Les membres du comité et de l'équipe de recherche sont présentés à l'annexe A.

1.1 Description du projet

Le crédit communautaire ou microcrédit est reconnu à travers le monde comme outil de lutte à la pauvreté et instrument de finance solidaire. Les organismes qui offrent ce type de service à la communauté visent à améliorer les conditions de vie matérielle et sociale de leurs membres utilisateurs et à participer activement au développement de leur communauté. Au Québec, les pratiques du crédit communautaire sont originales tant en raison des modes de capitalisation que de l'accompagnement de proximité inhérent au geste de crédit. Bien qu'il s'agisse d'un secteur de l'économie sociale activement implanté au Québec depuis plus de 10 ans, les pratiques demeurent peu documentées. En effet, alors que les pratiques de microcrédit sont de plus en plus étudiées dans les pays en développement, les programmes occidentaux demeurent peu connus. À notre connaissance, il n'existe pas de recension des évaluations réalisées au Québec sur les impacts du crédit communautaire. Cette recherche présente donc un nouvel apport à l'avancement des connaissances dans le domaine de l'économie sociale et de la finance solidaire.

La recherche a pour objectif de documenter les pratiques, les objectifs et les impacts attendus ou inattendus des organismes offrant les services de crédit communautaire dans la région de la Capitale-Nationale selon les deux modèles existants au Québec et dans deux milieux différents : les Cercles d'emprunt de Charlevoix, en milieu rural, et le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) en milieu urbain. L'analyse des pratiques est effectuée à partir des fonctions de base du crédit communautaire : la capitalisation par la communauté, le crédit accordé, l'accompagnement de proximité à l'égard du cheminement des personnes, l'animation des communautés et l'émergence de projets.

En complément de ce travail de conceptualisation du crédit communautaire dans la région, le projet vise également à mesurer les retombées économiques et sociales de ces pratiques sur le développement local et régional. Ces retombées pour les personnes et les territoires desservis seront mesurées sur les plans qualitatif et quantitatif à l'aide d'indicateurs.

L'ensemble de la démarche permettra de vérifier l'atteinte des objectifs du crédit communautaire ayant trait à l'amélioration des conditions de vie des clientèles ciblées, à son apport au développement local et régional et à d'autres objectifs pouvant se dégager du travail de conceptualisation préalable.

Globalement, il s'agit d'une recherche partenariale évaluative de type formative visant à mesurer les impacts et à étudier les processus qui interviennent dans l'atteinte des objectifs visés par les deux organismes étudiés. La recherche conduira donc à une mesure des impacts et permettra aux milieux d'action d'améliorer ou d'ajuster leurs pratiques au besoin, de supporter les efforts de capitalisation, d'améliorer le recrutement de participants, et de mieux faire connaître le crédit communautaire dans son milieu par la diffusion qui en sera faite. De plus, la recherche pourra servir de guide au mouvement québécois du crédit communautaire, afin de documenter et d'évaluer les retombées socio-économiques de ses programmes au plan provincial et dans d'autres régions.

1.2 Étapes de réalisation

La première étape de la recherche est la conceptualisation du crédit communautaire dans la région de la Capitale-Nationale. Nous avons dressé un portrait des pratiques de microcrédit et défini le concept de crédit communautaire tel que présenté par les organismes, afin d'identifier les objectifs poursuivis et les impacts attendus. Ce travail est basé sur une recension des écrits institutionnels et du contenu des sites web corporatifs. Des entrevues individuelles semi-dirigées ont été réalisées avec des professionnels et des administrateurs afin d'approfondir la démarche. Ce travail correspond à la deuxième section du document et a fait l'objet d'un rapport déposé au Comité de suivi en août 2007 et intitulé *La conceptualisation du crédit communautaire. Pratiques, objectifs et impacts du point de vue des organisations et des acteurs*. La section suivante concerne les indicateurs à développer pour procéder à l'évaluation des objectifs et impacts. Nous avons effectué une recension des indicateurs utilisés dans la littérature sur le microcrédit et l'économie sociale de même que des statistiques publiées par les organismes officiels et s'avérant pertinentes pour notre étude. À partir de ce recensement, les indicateurs les plus adaptés à notre étude ont été sélectionnés pour une utilisation ultérieure conduisant à une évaluation en bonne et due forme. Pour les dimensions d'évaluation qui se sont avérées non couvertes par les écrits et les organismes statistiques, des propositions d'indicateurs sont apportées. Un travail de couplage avec les données recueillies par les organismes étudiés permet d'identifier d'autre part des pistes éventuelles pour la cueillette des données. L'ensemble de la démarche se rapportant aux indicateurs correspond à la troisième section du rapport. L'étape finale de la recherche consistera en l'évaluation des impacts. Nous sélectionnerons les dimensions à évaluer, définirons précisément les indicateurs et outils de collectes pour procéder à l'évaluation et à l'analyse des résultats.

2. La conceptualisation du crédit communautaire

Ce chapitre s'intéresse à la nature du crédit communautaire et vise à identifier les dimensions essentielles d'évaluation. Il dresse un portrait des pratiques de microcrédit dans la Capitale-Nationale et définit le concept de crédit communautaire tel que pratiqué par les organismes étudiés. Dans les prochaines sections, on rappelle la méthodologie utilisée pour y arriver, les services offerts par les organisations, les résultats qu'elles en attendent et les particularités des organisations selon qu'elles sont situées en milieu urbain ou rural.

2.1 Méthodologie

La conceptualisation du crédit communautaire est basée sur le contenu de quatre entrevues semi-dirigées avec des membres du personnel et des conseils d'administration des organismes. Une recension des écrits institutionnels et une recension des sites web corporatifs ont également été réalisées.

Les résultats de la cueillette d'information sont présentés à l'annexe D et synthétisés dans le tableau 3. Premièrement, la nature du crédit communautaire, à savoir, la définition de ses objectifs, sa mission et ses impacts attendus ou observés par les organismes sont présentés en deux temps. Dans un premier temps, l'information provenant de la documentation officielle et des sites web corporatifs ¹ est regroupée dans la première partie de l'annexe. Il s'agit de faire état séparément, pour les deux organismes étudiés ainsi que pour le Réseau québécois, de leur propre définition et conception de la mission et de l'approche, d'identifier la clientèle cible, les objectifs et les impacts attendus. D'autre part, les données qualitatives colligées lors des entrevues individuelles avec les acteurs ² sont résumées dans la deuxième partie de l'annexe. L'information y est présentée séparément pour chacun des organismes et vise à enrichir notre compréhension des objectifs et impacts attendus de ces programmes, de même qu'à mettre en évidence les moyens et pratiques utilisés. Cette section comporte également une courte description de l'offre de service et du cheminement type des participants.

¹ Voir l'annexe 2 pour la liste des documents et sites consultés.

² Quatre entrevues ont été réalisées avec les intervenants (voir l'annexe 1 pour la grille d'entrevue).

2.2 Offre de services des organismes

Tableau 1
Services des Cercles d'emprunt de Charlevoix

Services	Cheminement type
<u>Formation</u> : Formation de groupe avec les membres du cercle d'une durée de 9 semaines. Les thèmes abordés sont la connaissance de soi, l'évaluation du potentiel entrepreneurial, les ressources régionales, le développement du plan d'affaires, etc.	1) Accueil pour évaluer besoins et motivations des personnes. Références à d'autres ressources.
<u>Accompagnement</u> : Encadrement et appui dans le cadre de l'accompagnement de proximité individuel offert par la permanente de l'organisme et collectif dans le cadre des activités du cercle.	2) Séance d'information sur la démarche des cercles, activités offertes et références à d'autres ressources au besoin.
<u>Microcrédit</u> : Accès au crédit pour réaliser le projet d'entreprise. Les montants varient de 500 \$ à 2 500 \$. La première tranche de 1 000 \$ est supportée en « caution » solidaire, sans intérêt, par les membres du Cercle. La part restante de l'emprunt est sujette à un taux d'intérêt maximal de 6 %.	3) Ateliers de formation de neuf semaines. Thématiques : confiance en soi, évaluation du potentiel entrepreneurial et développement d'un plan d'affaires initial.
<u>Suivi ciblé</u> : Projet de suivi ciblé accordant une banque d'heures de services spécialisés (graphisme, étude de marché, plan d'affaires, tenue de livre, diagnostic d'entreprise). Participation au fonds de solidarité du Cercle par une contribution de 1 \$/heure utilisée dans la banque de ressources.	4) Constitution du Cercle : cheminement de groupe pour poursuivre la réalisation du projet d'entreprise. Démarche concrète, cerner des alternatives. Caution solidaire des membres du Cercle, demande d'emprunt. 5) Support individuel en parallèle avec le Cercle : Accompagnement de proximité, référencement et réseautage.

Tableau 2
Services du Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)

Services	Cheminement type
<p><u>Accueil</u> : Cette étape vise à accueillir et informer les personnes qui désirent faire aux différents services du Fonds d'emprunt, afin de déterminer avec elles quels sont leurs besoins et ainsi recommander le meilleur service possible, que ce soit à l'interne ou à l'externe du Fonds d'emprunt. L'accueil prend la forme d'une rencontre individuelle. C'est lors de cette rencontre que le dépôt du plan d'affaires peut s'effectuer.</p>	<p>1) Rencontre d'information collective : information globale sur continuum de service offert en s'attardant sur la notion d'accompagnement de proximité.</p>
<p><u>Microcrédit</u> : Les prêts possibles sont de 20 000 \$ ou moins. Les prêts peuvent prendre plusieurs formes : garantie de prêt, prêt à terme, financement de pont (courte durée), achat d'équipements, fonds de roulement, les frais de démarrage, etc. L'échéance maximale est de cinq ans. Le Fonds d'emprunt intervient régulièrement avec d'autres sources de financement, tels le CLD de Québec et les institutions financières conventionnelles. Le taux d'intérêt du prêt est fixé au taux préférentiel plus 5 %.</p>	<p>2) Rencontre d'accueil individuelle (DBS, détermination des besoins et des services) : rencontre avec un conseiller en orientation. S'assurer de la réalité des besoins, vérifier l'adéquation des services du Fonds ou orienter vers d'autres alternatives.</p>
<p><u>Accompagnement</u> : Au Fonds d'emprunt, tous les gestes de crédit sont liés à la fonction d'accompagnement. Cet accompagnement s'étend sur toute la durée du prêt et est ajusté aux besoins des entreprises et des entrepreneurs : nous parlons donc d'accompagnement de proximité.</p>	<p>3) SAPE : Service d'appréciation du potentiel entrepreneurial (six semaines de formation).</p> <p>4) ID-Affaires : développer le projet et le plan d'affaires.</p>
<p><u>Évaluation du potentiel entrepreneurial</u> : Ce service s'adresse aux personnes intéressées à valider leur intérêt pour le démarrage d'une entreprise, tout en appréciant leur potentiel entrepreneurial. La démarche proposée comprend une formation en groupe, à raison de 18 heures par semaine durant six semaines, ainsi qu'à une rencontre d'accompagnement individuel chaque semaine. Au terme de cette période, les participants sont généralement en mesure de prendre une décision visant la création ou non d'une activité entrepreneuriale.</p>	<p>5) Déposer le plan d'affaires pour analyse au microcrédit.</p>
<p><u>Soutien à l'entrepreneuriat collectif</u> : Le soutien à l'entrepreneuriat collectif s'adresse aux groupes de personnes travaillant activement au développement d'un projet d'entreprise collective, que ce soit une coopérative ou une entreprise de forme OBNL. Les équipes bénéficiant du support de ce service ont accès à de la formation, à de l'aide pour la rédaction du plan d'affaires et à un accompagnement à toutes les étapes du développement de leur projet.</p>	
<p><u>ID-Affaires</u> : S'adresse aux personnes travaillant activement au développement d'une entreprise individuelle. Les personnes bénéficiant de ce service ont accès à de la formation, à un accompagnement individuel à travers le développement du métier d'entrepreneur et la rédaction du plan d'affaires ainsi qu'à un accompagnement dans le développement de leur projet d'entreprise.</p>	
<p><u>Animation/Émergence</u> : Le travail de collaboration avec d'autres acteurs des milieux du développement communautaire, économique et financier devient une bougie d'allumage pour l'émergence de projets. Certains secteurs d'activité sont priorités : culturel, artistes et artisans, récréotouristique.</p>	

2.3 Objectifs et impacts attendus

Les résultats qui se dégagent de ce travail exploratoire font ressortir l'ampleur des éléments qui composent la mission confiée aux acteurs du microcrédit, de même que la diversité des objectifs poursuivis et des impacts attendus. La définition du crédit communautaire témoigne elle aussi de l'étendue de sa mission : « Approche d'intervention économique et sociale, de lutte à la pauvreté, inscrite dans la mouvance de l'économie sociale et du financement solidaire »¹. Il s'agit donc pour ces organismes d'offrir une gamme de services visant à soutenir les participants dans le démarrage de leur entreprise en renforçant leurs capacités, en développant leur confiance en eux et en développant un réseau de soutien. On aspire ainsi, grâce au travail sur les individus, à avoir un impact plus large sur la société et sur l'économie locale.

L'approche est globale, à la fois économique et sociale et privilégie le développement de la personne et de ses capacités. L'outil clef est l'accompagnement de proximité, adapté à la personne, au secteur d'activité et au milieu socio-économique. L'aspect global du travail des organismes se reflète dans notre conceptualisation des objectifs qu'ils poursuivent. Ainsi, nous pouvons concevoir trois niveaux d'impacts attendus : le niveau micro concernant les individus, le niveau méso concernant le développement local et le niveau macro concernant la société en général.

2.3.1 Niveau micro/individu

On identifie deux objectifs globaux au niveau de l'individu. L'amélioration de la qualité de vie est visée dans ses dimensions matérielle et sociale. Matériellement, on vise à accroître les revenus des participants et à réduire leur dépendance aux programmes sociaux. À la fin du processus, les participants devraient avoir repris leur activité économique et être dans une situation moins précaire. Socialement, l'amélioration vise spécifiquement chez les participants à clarifier leur projet de vie, à mettre fin à l'isolement, à améliorer leur santé psychologique et à développer chez eux un sentiment de valorisation.

Le deuxième objectif global est le renforcement des capacités des individus dans deux champs : les compétences et les capacités entrepreneuriales ainsi que la confiance (confiance en soi et confiance collective) et l'*empowerment* (pouvoir d'agir). Les capacités entrepreneuriales concernent une gamme de savoir-faire et savoir-être en gestion. On désire également que les participants prennent une décision quant au démarrage de leur projet, qu'ils le réalisent et qu'ils aient accès aux ressources nécessaires pour le concrétiser. Au terme du processus, l'accompagnement et l'accès au crédit ont pour objectifs la création d'entreprises pérennes et en croissance, et l'amélioration du profil d'emprunteur des participants. Si l'objectif est atteint, les promoteurs devraient s'insérer dans les réseaux conventionnels de financement. Le renforcement des capacités individuelles par le biais de l'amélioration de la confiance en soi et en les autres ainsi que par un processus global d'*empowerment* sont tout aussi primordiaux pour le succès des

¹ Source : Réseau québécois du crédit communautaire.

programmes de microcrédit. Des gains en termes de confiance et d'*empowerment* sont des impacts attendus chez les personnes souvent marginalisées qui fréquentent ces services.

2.3.2 Niveau méso/local

À titre d'acteur du développement local, les organismes ont pour objectif clair de participer activement aux processus économiques et sociaux. Par la participation au développement économique, on souhaite générer de l'activité économique par le développement de la micro-entreprise et la remise en action des participants. Le réseautage des promoteurs au niveau local est aussi visé, de même que la création d'emplois durables et de qualité. Enfin, réduire le travail au noir, contribuer à la réinsertion professionnelle et à la remise en action des participants, complètent les objectifs. La dimension du développement local social est intégrée également par les organismes qui souhaitent ainsi participer à la lutte contre la pauvreté et à la réinsertion sociale via la participation sociale des personnes marginalisées, leur développement dans leur communauté et la création de réseaux de soutien et d'entraide. La réinsertion sociale s'accompagne aussi d'une amélioration de la participation citoyenne. On vise finalement à contribuer à la rétention des jeunes et à la revitalisation des territoires défavorisés.

2.3.3 Niveau macro/sociétal

L'objectif global au niveau sociétal est le développement d'une économie solidaire. Les progrès dans ce domaine procèdent de trois dimensions. D'abord par le courant de l'économie sociale et de la finance solidaire qui aspire à générer de l'activité économique inclusive et responsable, à créer des richesses partagées, à innover via de nouvelles pratiques inclusives et à rendre le système financier plus inclusif. D'autre part, la création d'une communauté solidaire participe au développement d'une économie elle aussi plus solidaire. Il s'agit ici de canaliser les ressources de la communauté et de mobiliser les capitaux éthiques. De plus, ce processus large de changements économiques et sociaux passe par des changements de culture. On souhaite que les participants soient sensibilisés à la responsabilité sociale de l'entreprise et qu'ils développent une culture d'entreprise citoyenne qu'ils pourront ensuite transmettre dans leur milieu d'action.

Tableau 3
Synthèse des objectifs du crédit communautaire

NIVEAU : Micro/Individu
Objectif global : Améliorer la qualité de vie et les conditions de vie des individus.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Améliorer la qualité de vie matérielle.
<p align="center">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer l'autonomie financière et générer des revenus autonomes par le biais d'une microentreprise. • Reprise des activités économiques des participants. • Briser la dépendance aux programmes sociaux et acquérir de saines habitudes de travail. • Sortir de la précarité.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Améliorer la qualité de vie sociale.
<p align="center">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clarifier et réaliser son projet de vie. • Mettre fin à l'isolement : reprise des activités sociales ; développement d'un sentiment d'appartenance ; développement d'un réseau de soutien. • Valorisation des individus. • Amélioration de la santé psychologique.
Objectif global : Renforcer les capacités des individus.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Développer les compétences et les capacités entrepreneuriales.
<p align="center">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer le savoir-faire et le savoir-être liés à la gestion et au développement d'une entreprise : employabilité ; sens de l'organisation ; autonomie ; fonctionnement de groupe ; gestion du stress. • Prendre une décision quant au démarrage du projet et cerner les alternatives. • Développer un projet réalisable et durable. • Accéder aux ressources, à un accompagnement et au soutien au démarrage. • Améliorer son profil d'emprunteur, réintégrer les réseaux conventionnels de financement. • Concrétiser le projet, réunir les sources de financement. • Pérenniser l'entreprise, croissance de l'entreprise.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Développer la confiance et l'<i>empowerment</i>.
<p align="center">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer la confiance en ses capacités. • Développer la confiance collective. • Améliorer l'estime de soi. • Développer l'<i>empowerment</i>.

NIVEAU : Meso/local
Objectif global : Participer au développement local.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Participer au développement économique.
<p style="text-align: center;">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Générer de l'activité économique locale. • Développement de la microentreprise : création d'entreprise et levier pour le démarrage de projets ; financement des projets ; • Combler les besoins des entrepreneurs ⁴ ; • Réseautage des promoteurs ; • Création d'emplois durables et de qualité. • Réduction du travail au noir. • Réinsertion socio-professionnelle et remise en action des participants.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Participer au développement social.
<p style="text-align: center;">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux besoins sociaux et culturels du milieu. • Lutte à la pauvreté. • Réinsertion sociale : intégration et pleine participation sociale des personnes marginalisées ; développement des personnes dans leur communauté ; création de réseaux de soutien et d'entraide. • Rétention des jeunes. • Amélioration de la participation citoyenne. • Revitalisation des territoires défavorisés.
NIVEAU : Macro/sociétal
Objectif global : Développer une économie solidaire.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Participer au courant de l'économie sociale et de la finance solidaire qui rend l'économie plus humaine, viable et durable.
<p style="text-align: center;">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Générer de l'activité économique inclusive et responsable. • Créer des richesses partagées. • Innover avec de nouvelles pratiques inclusives et accessibles. • Rendre le système financier plus inclusif en termes de secteur d'activité et de clientèle.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Créer une communauté solidaire.
<p style="text-align: center;">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Canaliser les ressources de la communauté. • Mobiliser les capitaux éthiques.
<ul style="list-style-type: none"> • Objectif spécifique : Travailler aux changements de cultures.
<p style="text-align: center;">Sous-objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer une culture d'entreprise citoyenne. • Sensibiliser les promoteurs à la responsabilité sociale de l'entreprise.

⁴ Travailleurs autonomes, petites entreprises privées et entreprises collectives en marge des réseaux conventionnels de financement et d'aide au démarrage.

2.4 Particularités rurales et urbaines

La spécificité du crédit communautaire « à la québécoise » privilégie l'accompagnement de proximité comme moyen principal pour atteindre ses objectifs. Le processus d'accompagnement conduit naturellement, mais pas nécessairement, les usagers vers l'octroi du crédit. L'emprunt fait partie intégrante d'une démarche plus globale d'accompagnement et de développement des capacités.

Quelques différences ressortent entre les conceptualisations et les pratiques selon que l'on soit en milieu rural ou urbain. On note, entre autres choses, l'importance du réseautage pour les Cercles d'emprunt alors qu'au Fonds de Québec, c'est le rôle de sensibilisation à l'économie solidaire et à la responsabilité sociale de l'entreprise qui se démarque. En milieu urbain, l'engagement social des entreprises fait partie intégrante de la vision globale de l'organisme. Une part de la mission consiste à « influencer » l'économie. C'est pourquoi les programmes offerts accompagnent les entreprises privées et les travailleurs autonomes et ne se limitent pas aux entreprises d'économie sociale. L'objectif est de répartir le coût du développement social et économique sur l'ensemble des secteurs productifs. Ce secteur de l'économie sociale adopte une position d'ouverture par rapport aux autres secteurs de l'activité économique et sociale.

Les intervenants du Fonds accordent également plus d'importance à leur rôle de développeur économique et privilégient clairement le développement de la micro-entreprise comme voie de remise en action de la clientèle.

Le lien conceptuel qui relie le crédit communautaire à la famille de l'économie sociale implique une vision particulière du rôle de développeur économique : le développement économique et local se réalise nécessairement, et d'abord, par le développement des personnes. La responsabilité de ce développement repose donc sur plusieurs acteurs : personnes, État, communauté, entreprises. Dans cette perspective, tout n'a pas à être financé par l'État, la communauté a aussi une responsabilité financière. C'est la capitalisation par et pour la communauté. Cette vision implique également que l'organisation doit être en mesure de s'autofinancer, tout en préservant ses valeurs et ses objectifs. L'autofinancement est possible grâce à la vente d'expertise à différents partenaires des milieux éducatif, économique et étatique. La participation financière assurée par l'État et d'autres entités est perçue comme un investissement.

Dans Charlevoix, l'organisme est davantage perçu comme un organisme communautaire, plutôt que comme un développeur économique. La mobilisation des ressources locales sous forme de prêts de locaux et d'équipement contribue au soutien et à l'accompagnement. Les intervenants sont perçus comme des « gens de l'ombre ». L'organisme considère toutefois que son travail de réseautage et d'accompagnement des promoteurs vers les ressources locales a un impact réel, bien qu'il ne soit pas mesuré. L'accent est mis sur la participation de la clientèle à l'économie régionale sans se limiter à la voie entrepreneuriale. L'important ici est de réaliser son projet de vie et de mettre fin à l'isolement. L'approche se veut inclusive et différente de celles des organismes de développement tels que les CLD et CLE. L'accompagnement est offert aux personnes qui

en font la demande. Celles-ci se caractérisent par le fait qu'elles se situent en marge du réseau du développement local charlevoisien.

L'emprunt est l'aboutissement du processus pour la plupart des participants de Québec, alors qu'une minorité des membres des Cercles d'emprunt utilise le service de microcrédit. Les deux organismes partagent cependant le rôle de levier dans le démarrage de projets. Dans Charlevoix, les participants utilisent les services des Cercles entre autres pour « attacher » leurs différentes sources de financement. À Québec, on parvient généralement à leur faire réintégrer les réseaux conventionnels de financement après la deuxième ou troisième ronde de microprêt.

3. Mesure d'impacts et évaluation

L'objectif de ce chapitre consiste à identifier et à proposer une série d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs potentiels pour traduire chacun des impacts identifiés.

3.1 Démarche

À partir de la synthèse des objectifs poursuivis, nous avons schématisé les trois niveaux d'évaluation en dimensions globales et spécifiques auxquelles correspondent des impacts attendus mesurables. Le schéma est expliqué dans la section 3.2. Afin de développer des indicateurs pour chacun des impacts, nous avons d'abord procédé à une recension des écrits en économie sociale et en microfinance, afin de recenser les indicateurs utilisés pour rendre compte des retombées du microcrédit et des initiatives d'économie sociale. De plus, pour le niveau d'évaluation relevant du développement local, nous avons analysé les indicateurs et variables utilisés par les organismes produisant des statistiques officielles pour mesurer le développement économique et social. Les institutions qui produisent ces statistiques sont Statistique Canada, l'Institut de la statistique du Québec et différents ministères dont le Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, au niveau provincial et le ministère de l'Industrie et du Commerce, au niveau fédéral.

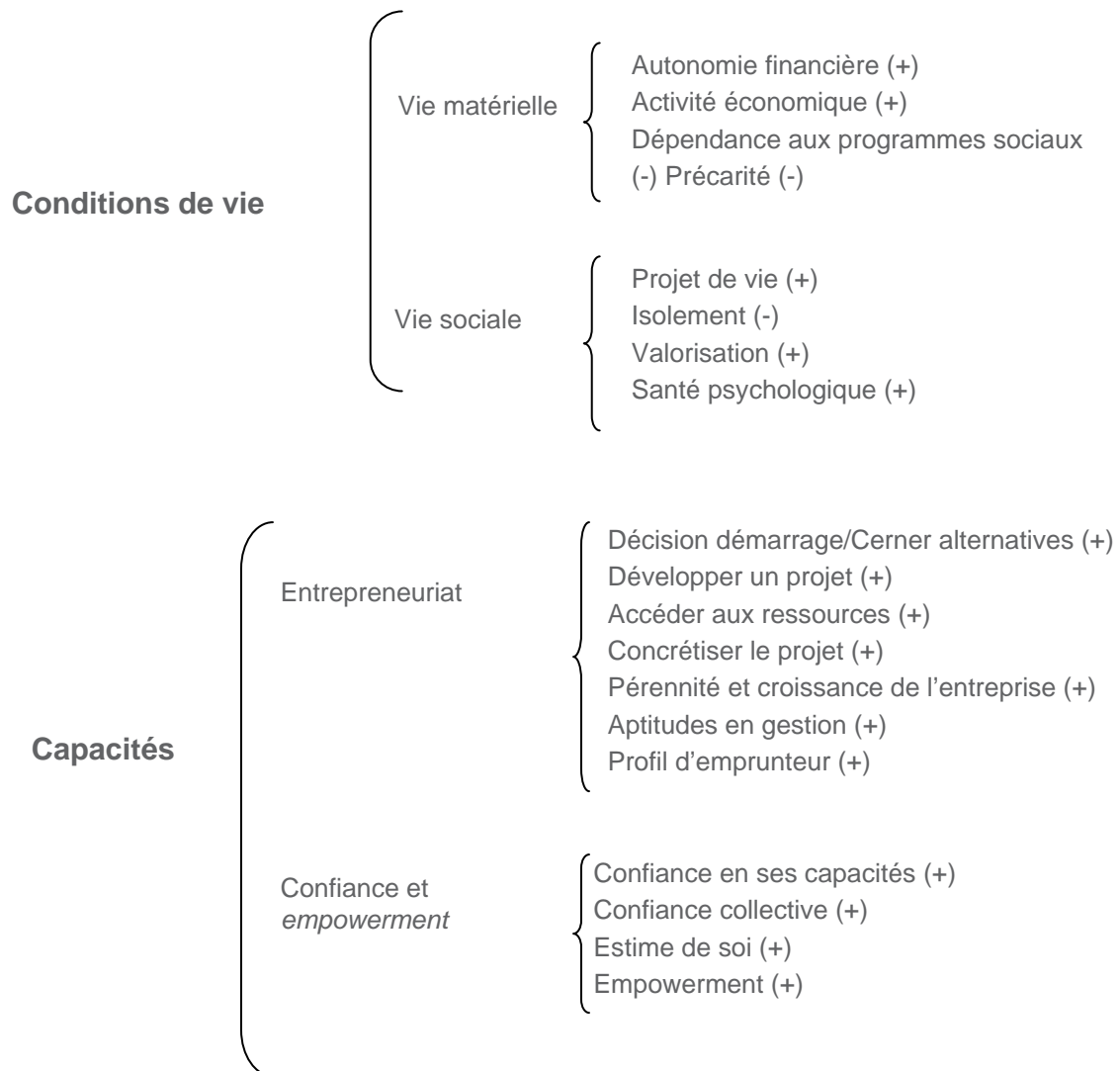
Ce travail de recensement est traité à la section 3.4 et a été compilé de façon exhaustive sous forme de tableau à l'Annexe E. L'annexe inclut également les statistiques produites par les organismes étudiés, ainsi que des remarques pour certains impacts posant des problèmes d'opérationnalisation plus importants. Ceci nous donne une indication quant aux données qui devront être collectées ultérieurement pour procéder à l'évaluation. Parmi l'ensemble des indicateurs et variables recensés, nous avons procédé à une sélection en fonction de leur application possible pour notre étude. Pour les dimensions et impacts pour lesquels aucune référence n'a été trouvée dans la littérature, nous proposons des pistes pour le développement de nouveaux éléments de mesures qualitatifs et quantitatifs et nous suggérons dans certains cas de ne pas les traiter dans la démarche évaluative. Les indicateurs proposés sont présentés à la section 3.4. Ils sont expliqués dans le texte et ramenés également sous forme de tableaux. Nous avons effectué une traduction libre des indicateurs retenus afin d'en faciliter la compréhension. Cependant, dans un souci de préserver les références exactes et de permettre de retracer aisément les sources, le contenu de l'annexe E n'a pas été traduit.

3.2 Niveaux et dimensions évaluatives

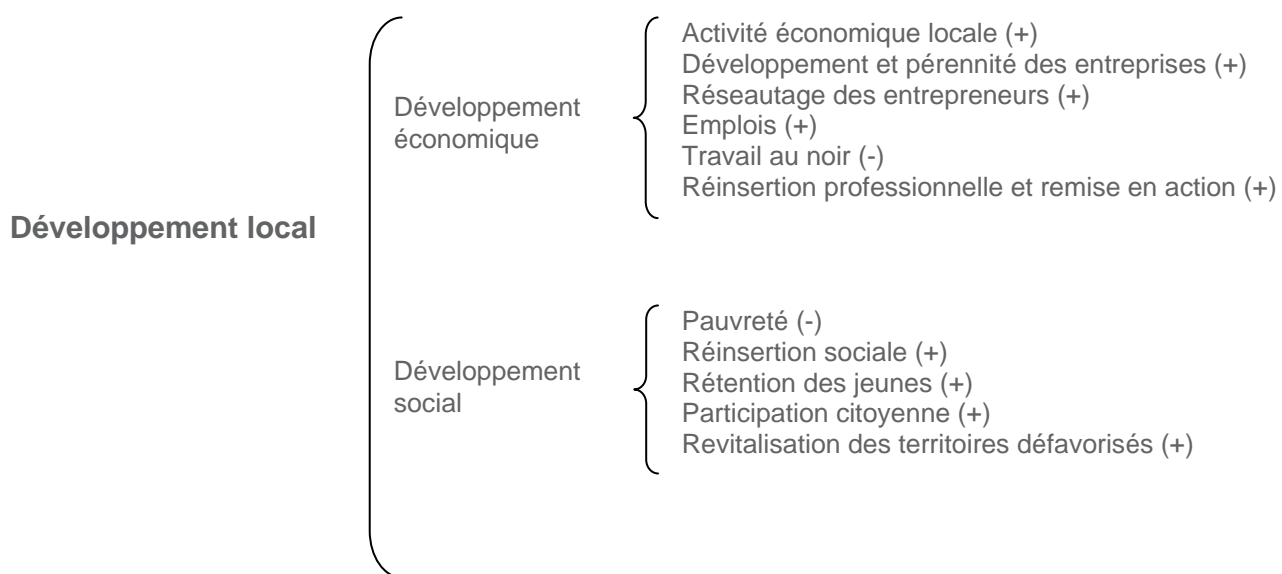
Nous présentons ici un schéma (figure 1) qui traduit les niveaux d'évaluation, les dimensions globales et spécifiques et les impacts attendus. Cette modélisation nous permet de saisir l'ampleur des retombées potentielles. Nous avons conservé la structure de la synthèse des objectifs tout en opérant une agrégation plus poussée des résultats.

Figure 1 Niveaux d'évaluation, dimensions globales, dimensions spécifiques et impacts

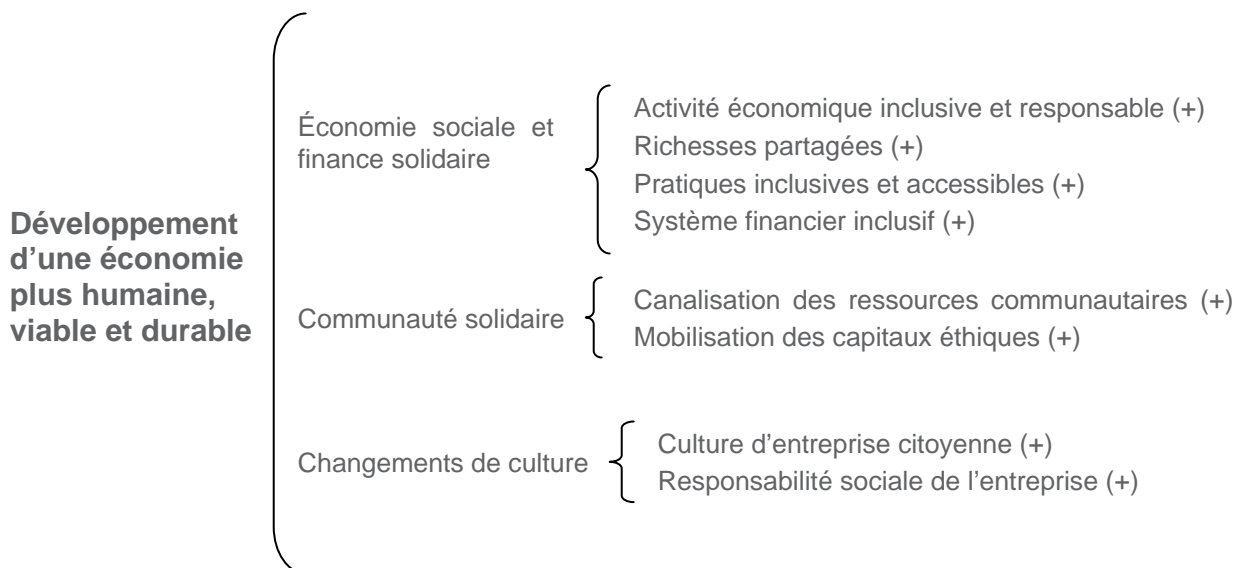
NIVEAU : MICRO/INDIVIDU



NIVEAU MÉSO/LOCAL



NIVEAU MACRO/SOCIÉTAL



3.3 Recensement des indicateurs

La recension des écrits nous a permis de recenser les indicateurs utilisés dans les travaux sur le microcrédit et sur l'économie sociale. Dans l'ensemble, peu de travaux sont consacrés à l'évaluation des programmes implantés dans les pays industrialisés. On recense principalement des indicateurs d'impacts économiques et très peu d'outils pour les impacts sociaux. En effet, nous ne pouvons que soutenir le constat fait par Lévesque et Mendell dans leur rapport traitant de la création d'emploi en microfinance pour le compte du Bureau international du travail : « Force est de constater, qu'au Québec et au Canada, les évaluations d'impacts sociaux de la microfinance sont inexistantes et que les fonds de la filière emploi et économie sociale disposent de peu d'outils et d'expertise dans ce type d'évaluation. » (2000 : 46). Quelques années plus tard, notre recension des écrits n'a démontré aucune avancée pour le Québec et le Canada ni de développements significatifs dans le monde en développement comme en témoignent Mosley et Steel à propos de l'évaluation du capital social généré par la microfinance « *There exists plenty of aspiration to create social capital and a more open society by means of microfinance, [...] but little formal investigation of what social capital, in what form, microfinance institutions have in practice been able to create.* » (2004 : 410)

Woller constate d'autres lacunes en matière d'évaluation. Dans son imposante revue des études d'impacts en microfinance dans les pays les moins avancés et aux États-Unis il conclut : « *All impact assessments make choices about which benefits to examine. Most examine some combination of enterprise and household level benefits, many also examine individual level benefits, but nearly all omit community level benefits, even though evidence suggests that they can be significant in the aggregate.* » (Woller, 2004 : 410)

Bien que plusieurs initiatives de grande envergure pour l'évaluation des impacts sociaux de la microfinance ont été réalisées au cours des dernières années, les outils d'évaluation développés sont difficilement applicables au contexte des pays industrialisés. Ces initiatives de recherche sont menées principalement par des ONG et des institutions de microfinance desservant les pays en développement. IFAD a produit récemment une revue de ces méthodes d'évaluation. Ce document réalisé par l'agence spécialisée des Nations Unies, *The International Fund for Agricultural Development*, est basé en grande partie sur les travaux du projet *Improving the Impact of Microfinance on Poverty (Imp-Act)*, un programme de recherche-action de trois ans conduit en collaboration avec 30 institutions de microfinance dans 20 pays⁵. Y sont détaillés certains outils qui peuvent être utiles aux recherches sur la microfinance au Nord tel que la méthode *Imp-Act Qualitative in-depth individual impact assessment protocol (QUIP)*. Ce protocole d'entrevues invite les usagers des institutions de microfinance à s'exprimer en détail sur la façon dont les services qu'ils reçoivent les affectent (Imp-Act, 2004). Deux autres outils ont retenu notre attention et mériteraient d'être examinés plus en profondeur à l'étape de l'évaluation. Il s'agit de deux outils développés par une équipe conjointe

⁵ Les travaux de Simanowitz sont également utiles pour faire l'inventaire des méthodes d'évaluation développées à ce jour.

*AIMS/SEEP*⁶ (Nelson and Candace, 2000). Le premier, *Impact Study*, est une enquête réalisée auprès de la clientèle, afin de recueillir des informations sur les changements dans les revenus de l'entreprise et dans les pratiques commerciales, sur la gestion des fonds et des actifs ainsi que sur les changements affectant le bien-être des ménages, leur épargne, leur employabilité et leur capacité de faire face aux situations d'urgence. Le module 5 concerne l'évaluation de l'*empowerment* chez les femmes. « *The objective of module [...] is to: determine whether women clients have higher self-esteem and selfconfidence after participating in the programme; and identify how these qualities translate into specific behavioural changes (at the individual, household, community and enterprise levels) that signify empowerment.* » (IFAD, 2006 : 84)

En plus de ces méthodes d'évaluations, nous avons retenu plus de 30 sources statistiques et académiques utilisant des indicateurs pertinents pour notre étude. Les résultats du travail de recensement sont présentés de façon exhaustive à l'annexe E du rapport. Y sont détaillés les variables, indicateurs et concepts utilisés par les différentes recherches consultées ainsi que les statistiques produites par les organismes étudiés.

3.4 Sélection et proposition d'indicateurs

Nous présentons ici des indicateurs potentiels pour mesurer les impacts identifiés. Certains sont inspirés des écrits et d'autres découlent de notre travail de conceptualisation. Nous reproduisons en outre une partie du contenu du tableau de l'annexe E, à savoir, les indicateurs que nous considérons comme les plus adaptés à notre étude et les statistiques pertinentes collectées par les organismes. Le contenu de l'annexe reprend donc en partie les indicateurs présentés ici puisque nous considérons pertinent de conserver la présentation exhaustive de la recension. Nous invitons les lecteurs à la consulter pour obtenir une vue d'ensemble.

3.4.1 Niveau micro/individu

- **Conditions de vie : vie matérielle**

La mesure de l'autonomie financière la plus adaptée est celle proposée par Sebstad *et al.* (1995). L'indicateur « revenu » évalue les changements pour les variables suivantes :

- revenu net de l'entreprise ;
- revenu net de toute autre activité génératrice de revenus ;
- stabilité du revenu généré par l'entreprise ;

⁶ AIMS (*Assessing the Impact of Microentreprise Services*) est un programme de recherche de l'USAID. SEEP (*Small Enterprise Education and Promotion Network*) est un réseau d'organisations à but non lucratif en microfinance. Sa mission est de promouvoir les meilleures pratiques dans le domaine. Les différents outils développés peuvent être consultés sur le site de USAID : [www.usaidmicro.org/componen/aims/pubs/english/tools5.htm].

- montant des revenus générés par l'entreprise et montant des revenus réinvestis dans l'entreprise ;
- montant d'épargne personnelle.

La mesure de l'activité économique choisie est celle proposée par Guérin (2002) et qui prend en compte le pourcentage des bénéficiaires exerçant une activité génératrice de revenus. Cet indicateur présente l'avantage d'agréger les participants tirant un revenu de leur entreprise et ceux qui ont un revenu autonome complémentaire parce qu'ils sont à l'étape du démarrage ou du développement de leur plan d'affaires.

L'évaluation de la dépendance aux programmes sociaux peut être effectuée au moyen de trois indicateurs :

- pourcentage du revenu provenant de programmes d'assistance gouvernementaux (Wehrell, 2002) ;
- pourcentage des bénéficiaires combinant entrepreneuriat et assistances sociales ; et
- pourcentage des bénéficiaires effectuant un retour au chômage ou aux prestations sociales (Guérin, 2002).

Il serait important d'y ajouter un niveau de précision dans le type de programme, afin de distinguer les mesures de soutien au travail autonome et les allocations de formation qui permettent aux participants de prendre part aux services de démarrage et de prédémarrage.

Plusieurs indicateurs sont adéquats pour évaluer la diminution de la précarité financière. Guérin (2002) utilise les caractéristiques des revenus gagnés par rapport au standard de revenu minimum garanti ainsi que l'estimation personnelle de l'amélioration de la situation financière, de la régularité des revenus et de la suffisance des revenus pour répondre aux besoins. Chen (1997) introduit la capacité à faire face aux situations de crises sans rencontrer de difficultés financières sérieuses. Les marqueurs de changement de la sécurité des ménages développés par Sebstad *et al.* (1995) sont également pertinents. Il s'agit de mesurer une série de variables :

- nombre de sources de revenus ;
- diversité des sources de revenus et changement dans le type de dettes ;
- montant des dettes contractées aux fins de consommation ;
- montant de l'épargne monétaire ;
- changement dans la sécurité de l'occupation et des activités productives.

Enfin, il serait intéressant de prendre en compte l'accumulation d'actif personnel chez les participants comme le propose Dumas (2001).

Tableau 4
Indicateurs d'impacts sur la vie matérielle

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACT	INDICATEURS
Autonomie financière (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu (Sebstad et al. 1995) (variation dans) : Revenu net de l'entreprise. Revenu net de toute autre activité génératrice de revenus. Stabilité du revenu généré par l'entreprise. Montant des revenus générés par l'entreprise. Montant des revenus réinvestis dans l'entreprise. Montant d'épargne personnelle. 	Précarité (-)	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilisation financière (Guérin 2002) : Caractéristiques des revenus par rapport au standard de revenu minimum garanti. Estimation personnelle de l'amélioration de la situation financière, de la régularité des revenus, de la suffisance des revenus pour répondre aux besoins. • Sécurité économique (Chen 1997) : appréciation de la sécurité de l'entreprise et de la capacité à faire face à une crise dans difficultés financières importantes. • Variation de la sécurité du ménage (Sebstad et al. 1995) : Nombre de sources de revenus. Diversité des sources de revenus. Changement dans le type de dettes. Montant des dettes contractées aux fins de consommation. Montant de l'épargne monétaire. Changement dans la sécurité de l'occupation et des activités productives. • Précarité (Dumas 2001) : Forme de l'accumulation d'actifs personnels. Capacité d'épargne monétaire. Réduction des dettes impayées.
Activité économique (+)	<ul style="list-style-type: none"> • % des bénéficiaires exerçant une activité génératrice de revenus (Guérin 2002). • Taux d'insertion (Organismes). 		
Dépendance programmes sociaux (-)	<ul style="list-style-type: none"> • % du revenu provenant de programmes d'assistance gouvernementaux (Wehrell 2002). • % des bénéficiaires combinant entrepreneuriat et assistances sociales (Guérin 2002). • % des bénéficiaires effectuant un retour au chômage ou aux prestations sociales (Guérin 2002). 		

• **Conditions de vie : vie sociale**

Deux mesures qualitatives du développement d'un projet de vie chez les participants sont sélectionnées : « Vision du futur et activités orientées vers l'avenir » (Chen, 1997) et « pourcentage des clients développant la conviction que leurs rêves peuvent se réaliser » (Dumas, 2001).

L'impact attendu sur la diminution de l'isolement peut se mesurer par le développement de relations personnelles et la formation de réseaux apportant un support moral (Mosley et Steel, 2004). Il importe aussi de prendre en compte l'évaluation personnelle du sentiment d'isolement par rapport à la communauté. L'indicateur « visibilité et respect » développé par Chen (1997) permet de mesurer l'impact du processus de valorisation chez les individus. Cet indicateur évalue l'appréciation personnelle en mesurant le nombre de clients déclarant être reconnus et respectés pour leur valeur personnelle et leur contribution en tant que personne à part entière. Concernant l'impact sur la santé psychologique, les écrits traitent très peu de cet aspect. Seule Guérin (2002) prend en compte la gestion du stress. Il serait pertinent de développer un indicateur mesurant l'appréciation personnelle des participants quant à l'effet positif de la participation au programme sur leur santé mentale.

Tableau 5
Indicateurs d'impacts sur la vie sociale

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	
Projet de vie (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Vision du futur et activités orientées vers l'avenir ⁷ (Chen 1997). • % des clients développant la conviction que leurs rêves peuvent se réaliser (Dumas 2001). 	Valorisation (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Visibilité et respect (Chen 1997) : nombre de clients déclarant être reconnus et respectés pour leur valeur personnelle et leur contribution en tant que personne à part entière.
Isolement (-)	<ul style="list-style-type: none"> • Activités sociales, sentiment d'appartenance, réseau de soutien, intégration communautaire (Guérin 2002). • Formation de relations personnelles ou de réseaux sociaux procurant un support moral. (Mosley and Steel 2004) 	Santé psychologique (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure gestion du stress (Guérin 2002 ; Chen 1997)

• **Capacités : entrepreneuriat**

L'acquisition des aptitudes en gestion est bien couverte par les écrits. Nous avons retenu l'importance de mesurer à la fois les compétences techniques acquises dans différents domaines dont le management, la planification financière, la mise en marché et la comptabilité, de même que les compétences relationnelles comme la capacité de négocier et de communiquer (Wherell, 2002 ; Guérin, 2002).

L'impact attendu quant à la prise de décision éclairée chez les participants devrait mener au choix de démarrer l'entreprise ou à l'orientation vers d'autres alternatives. Cet impact peut être mesuré par les taux d'insertion compilés par les organismes en regard du

⁷ Vision du futur : augmentation du nombre de clients qui sont moins inquiets et plus optimistes par rapport à l'avenir. Activités orientées vers l'avenir : augmentation du nombre de clients qui sont engagés dans des activités orientées vers l'avenir (par exemple, mesures de santé préventives, éducation des enfants, épargne, investissement).

prédémarrage, du démarrage et de la consolidation, du retour aux études ou en emploi et de la recherche d'emploi. Le développement d'un projet d'entreprise réalisable et durable peut se mesurer par le nombre de participants ayant finalisé leur plan d'affaires et par leur appréciation personnelle de l'utilité des services d'accompagnement et de formation dans cette réussite.

Le fait que la participation au programme permette un accès à une gamme de ressources se mesure d'une part par la fréquentation des services offerts et par le nombre de prêts accordés. Elle devrait évaluer également l'accès aux ressources externes et l'impact des organismes de microcrédit dans ce processus. Ceci permet de mesurer ce que Guérin (2002) identifie comme la médiation avec l'environnement : accompagnement pour les démarches commerciales et pour les prestations sociales, ainsi que le montage financier. L'impact qui consiste à concrétiser le projet d'entreprise est mesurable par le nombre d'entreprises en démarrage et en consolidation. Ces données sont collectées par les organismes sur une base annuelle et cumulative. L'amélioration du profil d'emprunteur consiste à l'amélioration de la cote de crédit soit par l'établissement d'un historique de crédit ou par l'effacement mauvais dossier d'emprunteur.

La pérennité et la croissance des entreprises constituent un impact large qui nécessite plusieurs indicateurs. Il importe de mesurer d'une part la capacité à réunir des sources de financement complémentaires au microcrédit (Wherrell, 2002). Cette information est complétée par la croissance générale de l'entreprise (croissance des revenus et des heures travaillées). Wherrell introduit également l'indicateur de formalisation de l'entreprise qui nous apparaît pertinent pour sa variable qui retrace la localisation de l'entreprise. Comme les microentreprises sont souvent démarrées à domicile, la relocalisation des activités dans un lieu d'affaires formel témoigne de la viabilité de l'entreprise. Nous retenons également certaines variables de l'indicateur « succès de l'entreprise » développé par Epstein et Crane (2005), soit l'augmentation du nombre d'employés et les changements observés dans les profits.

Tableau 6
Indicateurs d'impacts sur les capacités entrepreneuriales

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
Acquérir aptitudes gestion (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des compétences (Wehrell 2002) : Habilités interpersonnelles ; Compétences entrepreneuriales (planification, budget et gestion financière, marketing et ventes). • Acquisition de compétences techniques (Guérin 2002). • Renforcement de compétence relationnelle (négociier démarcher, etc.) (Guérin 2002). • Compétences (De Gobbi 2005) : Habilités communicationnelles. 	Concrétiser le projet (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'entreprises en démarrage (Organismes). • Nombre d'entreprises en consolidation (Organismes). • Participation au programme STA (Organismes). • Participation au programme Jeunes volontaires (organismes).
Décision démarrage/cerner alternatives (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'insertion (Organismes) : Démarrage et consolidation. Retour aux études. Retour en emploi. Recherche d'emploi. Prédémarrage. 	Profil d'emprunteur (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Solvabilité des clients (Wehrell 2002) : Établir un bon dossier de <p align="center">Effacer un dossier négatif.</p>
Développer un projet réalisable et durable (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse et développement de plan d'affaires sans prêt et jusqu'à l'octroi du prêt (Organismes). • Nombre de personnes ayant terminé le plan d'affaires (Organismes). 	Pérennité et croissance de l'entreprise (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à obtenir des fonds d'autres sources (Wehrell 2002). • Croissance de l'entreprise (Wehrell 2002) : Croissance des revenus de ventes (et ampleur de l'augmentation). • Formalisation de l'entreprise (Wehrell 2002) : Localisation de l'entreprise (ex. : résidence ou commerciale). • Survie/longévité de l'entreprise (Wehrell 2002). • Succès de l'entreprise (Epstein and Crane 2005) : Nombre d'employées rémunérées. % de variation dans les profits. • Taux de survie des entreprises de 5 ans et plus (Organismes). • Taux de remboursement des prêts (Organismes).
Accéder aux ressources (accompagnement, soutien, crédit) (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Médiation avec l'environnement (Guérin 2002) : Facilitation des liens avec l'environnement institutionnel (accompagnement pour démarches commerciales, intermédiation pour prestations sociales). Faciliter les liens avec les établissements bancaires. Montage financier (levier pour les autres sources de financement). • Accès à des services financiers additionnels (Epstein and Crane 2005). • Influence de la microfinance sur l'accès et sur les relations avec les autres organisations (Mosley et al., 2004) : Connaissance des programmes de soutien gouvernemental. Impact sur l'accès aux autres organisations gouvernementales supportant les entrepreneurs. Aide pour améliorer les relations avec 		

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
	d'autres organisations. • Statistiques sur la fréquentation des services (Organismes) : Nombre total de prêts. Nombre de prêts actifs au 31-03-2007 (accompagnement). Nombre d'entreprises financées. Nombre de personnes accompagnées. Nombre d'heures d'accompagnement. Nombre de projets financés conjointement avec Desjardins (Québec). Nombre de Cercles démarrés et nombre d'heures du projet de suivi ciblé (Charlevoix).		

• **Capacités : confiance et empowerment**

Deux auteurs ont développé un indicateur qualitatif de la confiance en soi (*Self Confidence*) (Wehrell, 2002 ; Chen, 1997). L'indicateur de Chen prend en compte les participants qui ont le sentiment de pouvoir gérer eux-mêmes et de prendre leurs décisions majeures de façon autonome. La confiance collective est mesurable par un indicateur qualitatif faisant état de l'amélioration de la confiance en les pairs, dans leur capacité à réaliser un projet collectif et à apporter un soutien individualisé au projet personnel. On pourra se référer aux écrits sur l'évaluation du capital social pour évaluer le niveau de confiance collective. L'amélioration de l'estime de soi n'est pas développée en détails dans la littérature. Il s'agit de prendre en compte les participants qui estiment avoir une meilleure estime d'eux-mêmes. La notion d'estime de soi mériterait d'être définie plus précisément pour l'évaluation ultérieure.

L'impact sur l'*empowerment* est largement traité par la littérature sur le microcrédit. Les travaux qui visent à évaluer l'impact en termes d'*empowerment* se concentrent sur les organismes de crédit desservant principalement les femmes des pays en développement. La notion d'*empowerment* dans le contexte des pays en développement diffère selon les travaux consultés. Mahmud en retrace cependant les points communs :

What is apparent from these definitions is that feminist discourses of empowerment are constructed around a cluster of recurring concepts: power, capability, rights, interests, choices, control. They place a great deal of emphasis on the significance of intangible "resources"—voice, public presence, internal strength and confidence, collective organization, reflection and analytical skills, information, political participation and knowledge. And they are concerned with change at different levels and in different domains: at the level of individual and of social structures and within the intimate domain of the family, as well as in the public domain. (Mahmud 2003, p. 13)

Nous estimons que la notion d'*empowerment* nécessite d'être approfondie dans le contexte de la présente étude. Nous avons toutefois sélectionné certains indicateurs qui pourraient s'avérer utiles. La mesure des changements relationnels développée par

Lévesque et Mendell (2000) s'apparente à celle de Chen (1997) et inclut plusieurs dimensions (prise de décision, pouvoir de négocier, participation communautaire, autonomie et renforcement organisationnel). Hulme (2000) prend en compte le contrôle individuel sur les ressources, l'implication dans la prise de décision au niveau du ménage et de la communauté ainsi que la participation électorale.

Tableau 7
Indicateurs d'impacts sur la confiance en soi et l'empowerment

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
Confiance en soi (+)	<ul style="list-style-type: none"> Confiance en soi (Chen 1997) : répondants qui ont le sentiment de pouvoir s'organiser ou de prendre des décisions importantes par eux-mêmes. 	<i>Empowerment</i> (+)	<ul style="list-style-type: none"> Mesure des changements relationnels (Lévesque and Mendell 2000) (Chen 1997) : Prise de décision. Pouvoir de négocier (augmentation du pouvoir dans les sphères privée et publique, diminution de la domination, du harcèlement et de la violence). Participation communautaire (groupes sociaux et politiques, organisations). Autonomie. Renforcement organisationnel (activité au sein des organisations, position de leadership, utilisation de cette force pour négocier, faire des demandes administratives et résister à l'exploitation ou à la domination). <i>Empowerment</i> (Hulme 2000) : Contrôle individuel sur les ressources. Participation à la prise de décision aux niveaux du ménage et de la communauté. Niveau de participation dans les activités communautaires et les réseaux sociaux. Participation électorale.
Estime de soi (+)	<ul style="list-style-type: none"> Estime de soi (Chen 1997) : répondants qui estiment apporter une contribution importante dans leur ménage et dans leur communauté. % des clients rapportant un plus haut niveau d'estime personnelle (Epstein and Crane 2005) 		

3.4.2 Niveau méso/local

- Développement économique local**

La participation des entreprises au développement économique local est mesurable par leur apport au produit intérieur brut. Cet indicateur peut être comparé au taux de croissance du PIB, au produit régional brut et à la contribution des petites entreprises au PIB. La diminution des personnes bénéficiant de programmes sociaux est également une

contribution mesurable et peut être mise en parallèle avec le rapport de dépendance économique de la région.

L'apport au développement et à la pérennité des entreprises au niveau local peut être illustré par les statistiques des organismes quant au nombre d'entreprises créées et à leur taux de survie. Ces données peuvent être comparées avec celles des micro-entreprises et des autres petites entreprises en général. Le taux de remboursement des prêts accordés est également un indicateur potentiel de la pérennité des entreprises. À propos du réseautage des entrepreneurs, nous retenons l'indicateur « capital social/développement communautaire » conçu par Mosley et Steel (2004) et qui traduit la formation de relations personnelles et de réseaux apportant des idées créatives et productives.

La création d'emplois durables et de qualité est un impact largement traité dans les travaux consultés. Mosley et Steel (2004) proposent d'estimer la contribution de la microfinance à la réduction du taux de chômage. Guérin (2002) se penche sur l'évaluation de la durabilité, de la qualité et du libre choix de l'auto-emploi. L'indice de satisfaction au travail de Lévesque et Mendell (2000), repris par Paquet et Favreau (2000), serait applicable à l'étude. Il serait par ailleurs opportun de distinguer le nombre d'emplois créés et des emplois maintenus. Enfin, il importe de souligner les mises en garde méthodologiques de Schreiner quant à la mesure de l'emploi : « *The output of microenterprise programs is often measured in units of "jobs created." Not all jobs, however, are created equal. The best convention is to measure full-time equivalents* » (Schreiner, 2002 : 74). Il distingue également les emplois à salaire élevé et les emplois qualifiés.

La réduction du travail au noir est soulignée par Guérin (2002) qui la mesure par les participants qui rapportent la légalisation d'une activité menée de manière informelle auparavant. Concernant la réinsertion socio-professionnelle et la remise en action, Mosley et Steel (2004) utilisent les transitions du chômage vers le statut d'emploi ainsi que le nombre de sorties de la pauvreté. Le bureau international du travail détaille la mesure de la sortie du chômage en incluant plusieurs variables : pourcentage des emprunteurs en chômage ; entreprises en démarrage en pourcentage des clients chômeurs ; taux de survie après x ans des activités d'auto-emploi pour les anciens chômeurs (International Labour Office, 2002).

Tableau 8
Indicateurs d'impacts sur le développement économique local

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
Activité économique locale (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de croissance annuel du PIB (Sources diverses). • % variation du PNB (Epstein and Crane 2005). • Produit intérieur brut régional (ISQ). • Rapport de dépendance économique ⁸. • Poids économiques de la région de la Capitale- Nationale (MDEIE). • Contribution des petites entreprises au PIB et contribution aux exportations (IC). 	Création d'emplois durables et de qualité (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Estimation de la contribution de la microfinance à la réduction taux de chômage national (Mosley and Steel 2004). • Emplois (Guérin 2002) : Durabilité (taux de survie des entreprises créées). Création (emplois directs et taux de survie, retour à l'emploi salarié, emplois induits ⁹, emplois maintenus, effets d'éviction). Qualité (revenus médians, heures hebdomadaires travaillées, protection sociale, satisfaction au travail ¹⁰. Libre choix de l'auto-emploi. • Qualité de l'emploi (Lévesque and Mendell 2000) (Paquet and Favreau 2000) : Caractéristique comparée (ancienneté, salaire moyen, nombre d'heures travaillées, statut d'emploi, temps supplémentaire payé). Critères de satisfaction (indices de satisfaction au travail) ¹¹. • Emplois (Organismes) : Nombre d'emplois créés et maintenus. • Emplois (Schreiner 2002) : Emplois (équivalents à temps plein) ; Haut salarié, bas salarié, temps partiel, temps complet. • Emplois (Statistiques
Développement et pérennité des entreprises (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Pérennité : Entrées et sorties d'entreprises (IC). Faillites (IC et SC). Faillites personnelles, commerciales et passif selon les industries (BDSO). Taux de survie des micro-entreprises et autres petites entreprises (IC). 		
Réseautage des entrepreneurs (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Capital social/développement communautaire ⁵ (Mosley and Steel 2004). 		
Réduction du travail au noir.	<ul style="list-style-type: none"> • Légalisation d'activité menée de manière informelle auparavant (Guérin 2002) 		
Réinsertion socio-profession-	<ul style="list-style-type: none"> • Insertion professionnelle (Mosley and Steel 2004) : Transition du salariat ou du 		

8 Rapport de dépendance économique en \$ par 100 \$ de revenu d'emploi : rapport entre les paiements de transfert et chaque tranche de 100 \$ du revenu d'emploi total de la région. Indices de dépendance économique : rapport de dépendance économique (RDE) d'une région exprimé en pourcentage du RDE de la province (Québec=100) ou du Canada (Canada=100).

9 Emplois créés au-delà de celui du créateur d'entreprise.

10 Niveau de satisfaction selon: sentiment d'autonomie, d'indépendance, de responsabilité, flexibilité des horaires et conciliation des obligations familiales et professionnelles.

11 Indice général de satisfaction au travail basé sur un questionnaire (satisfaction intrinsèque, satisfaction extrinsèque, satisfaction des relations avec la direction, satisfaction de l'emploi comme outil d'intégration sociale, satisfaction des lieux et instruments de travail, satisfaction des relations personnelles)

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
nelle et remise en action.	<p>chômage (court terme et long terme) vers l'auto-emploi. Nombre de sorties du chômage et de la pauvreté.</p> <ul style="list-style-type: none"> Sortie du chômage (International Labour Office 2002) : % des emprunteurs en chômage. Entreprises en démarrage en % des clients chômeurs. Taux de survie après x ans des activités d'auto-emploi pour les anciens chômeurs. 		<p>officielles): Part des travailleurs indépendants dans le total des emplois (MDEIE) (SC). Part de l'emploi coopératif (MDEIE).</p>

- **Développement social local**

L'impact en terme de diminution de la pauvreté nécessitera que l'on choisisse une mesure de la pauvreté afin d'effectuer des comparaisons. Plusieurs indicateurs sont utilisés au Québec et au Canada, sans qu'il n'y ait toutefois de mesure officielle. Les indicateurs puisés dans la littérature comprennent le nombre de clients « sortant » de la pauvreté (Karlán et Valdivia, 2006) ainsi que la contribution de la microfinance aux changements dans le taux de pauvreté et dans la distribution des revenus (Epstein et Crane, 2005).

La réinsertion sociale des participants est mesurée par des indicateurs qualitatifs rendant compte du sentiment d'appartenance et de l'adaptation sociale des participants (Statistique Canada ; Pageau et Ferland, 2002 ; Wehrell, 2002). L'indicateur de participation sociale et d'inclusion de Statistique Canada agrège l'exercice du droit de vote, les activités bénévoles et les activités culturelles. L'intégration des personnes marginalisées est mesurable également par le profil des personnes accompagnées par les organismes (statut familial, sexe, origine ethnique, âge, scolarité complétée et revenu personnel). La création de réseaux de soutien et d'entraide témoigne également d'une meilleure intégration.

La rétention des jeunes est relevée par Wehrell (2002) qui la mesure par les participants rapportant une meilleure capacité à demeurer dans leur communauté. Les données obtenues pourraient être comparées avec les indicateurs de changements démographiques et les taux d'accroissement de la population développés par le Ministère du Développement économique, de l'Innovation et des Exportations.

⁵ Formation de relations personnelles ou de réseaux sources d'idées pour augmenter la productivité. Réponse positive à la question initiale: «Êtes-vous intégré dans un réseau social avec d'autres petites entreprises ? » suivi de « Échangez-vous consciemment avec d'autres entrepreneurs, avec des consommateurs ou des fournisseurs dans le but d'élaborer vos stratégies d'affaires ? ».

L'amélioration de la participation citoyenne est analysée par Chen (1997) grâce à son indicateur de participation agrégeant la participation dans les institutions, dans la sphère publique, en politique et au niveau des organisations locales. Nous retenons également l'« indice d'exposition aux médias » de Mosley *et al.* (2004) ainsi que l'indicateur « Engagements envers État/politique » de Zohir et Martin (2004).

L'apport à la revitalisation des territoires défavorisés pourrait être mesuré par la contribution des programmes de microcrédit aux changements dans l'indice de défavorisation compilé pour les régions du Québec (Pampalon *et al.*, 2004). Cet indice est composé des personnes peu scolarisées, du rapport emploi/population, du revenu moyen, des personnes vivant seules, séparées, divorcées ou veuves et des familles monoparentales. Wherell (2002) ajoute deux composantes intéressantes à la revitalisation, soit la diversification des entreprises, mesurée par l'existence ou non de compétiteurs au moment du démarrage ainsi que l'orientation locale des entreprises créées.

Tableau 9
Indicateurs d'impacts sur le développement social local

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
Pauvreté (-)	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté (Statistiques officielles) : • Indicateurs de pauvreté et d'exclusion (ISQ). • Nombre de clients sortant de la pauvreté¹² (Karlan and Valdivia 2006). • % variation dans le niveau de pauvreté (Epstein and Crane 2005). • Variation dans la distribution de revenus (Epstein and Crane 2005). 	Amélioration de la participation citoyenne (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Participation (Chen 1997) : Institutions publiques (membership ou participation aux délibérations). Sphère publique (effectuer des demandes publiques ou revendiquer individuellement ou en groupe). Politique (voter, faire campagne ou être candidat aux élections). Organisations locales (appartenance à un groupe ou programme au niveau local, être actif ou leader dans une organisation locale). • Participation communautaire (Sebstad <i>et al.</i> 1995) : Changement dans la participation aux réseaux sociaux. Changement dans la participation aux organisations civiques. • Augmentation de la participation aux organisations communautaires (Wehrell 2002). • Engagements envers État/politique (Zohir and Matin 2004) : Participation aux élections ; Relation avec l'appareil d'État. Mobilisation politique pour protéger/revendiquer des droits civils. • Indice d'exposition aux médias (Mosley <i>et al.</i> 2004).
Réinsertion sociale :	<ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs de participation sociale et inclusion (SC)¹³. 		
a) Intégration et pleine participation sociale des personnes marginalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation sociale (Pageau and Ferland 2002)¹⁴. 		
b) Développement des personnes dans leur communauté.	<ul style="list-style-type: none"> • Sentiment d'appartenance à sa communauté (SC) • Accroissement du sentiment d'appartenance à sa communauté (Wehrell 2002). 		
Rétention des jeunes (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Démographie (statistiques officielles) : Changements démographiques (MDEIE)¹⁵ ; Poids démographique de la région (MDEIE) ; Entrants, sortants et soldes migratoires interrégionaux (ISQ). • Résidence dans sa communauté (Wehrell 2002). 	Revitalisation des territoires défavorisés (+)	

12 Mesure l'écart du revenu par rapport au niveau standard de pauvreté.

13 Exercice du droit de vote, bénévolat et activité culturelle.

14 Très faible appartenance à sa communauté locale (sentiment d'appartenance), niveau de stress quotidien et indice de prise en charge LPJ.

15 Variation de la population, migration interrégionale, structure de la population par groupe d'âge, rapport de dépendance démographique et indice de remplacement.

16 Personnes peu scolarisées, rapport emploi/population, revenu moyen, personnes vivant seules, personnes séparées, divorcées ou veuves et familles monoparentales.

3.4.3 Niveau macro/sociétal

- **Économie sociale et finance solidaire**

L'impact sur la création d'une économie plus humaine, viable et durable devrait être agrégé avec celui des pratiques inclusives et accessibles. Ce caractère inclusif peut être mesuré par le portrait de la clientèle desservie. Les organismes disposent de statistiques détaillées sur la composition de leur clientèle. La création de richesses partagées est prise en compte par l'impact de la microentreprise sur la distribution des revenus et par l'ampleur des montants collectés et investis. Enfin, la participation à la création d'un système financier inclusif est prise en compte par le pourcentage des prêts accordés avec un collatéral alternatif en garantie (De Gobbi, 2005) et par les partenariats financiers développés par les organismes.

Tableau 10
Indicateurs d'impacts sur l'économie sociale et la finance solidaire

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
Richesse partagée (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Distribution des revenus (Epstein and Crane 2006). • Dollars investis et donnés (Epstein and Crane 2006). 	Système financier inclusif (+)	<ul style="list-style-type: none"> • % des clients emprunteurs procurant du collatéral non traditionnel et type de collatéral utilisé (social, physique) (De Gobbi 2005). • Dollars reçus des marchés financiers (USAID and Woller 2006). • Partenaires financiers (Lévesque 2000). • Portrait de la clientèle ayant accédé au prêt (âge, profil, statut, secteur d'activité, revenus, éducation, sexe) (Organismes). • Partenariats avec les institutions financières (Organismes).
Pratiques inclusives et accessibles (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Portrait de la clientèle (âge, profil, statut, secteur d'activité, revenus, éducation, sexe) (Organismes). 		

- **Communauté solidaire**

La canalisation des ressources communautaires est mesurable par la mobilisation des ressources relevant de l'économie plurielle. En effet, Lévesque (2000) suggère de compiler les ressources marchandes (banques et caisses), non marchandes (avantages fiscaux et subventions) et non monétaires (bénévoles). Certaines informations collectées auprès des organismes pourraient constituer un indicateur de la canalisation des ressources : composition de leur conseil d'administration et de leur comité de prêt, la provenance des bénévoles et des professionnels mobilisés ainsi que les partenariats avec les organismes de développement local, les organismes communautaires et les institutions d'enseignement. L'indicateur approprié pour témoigner de la mobilisation des capitaux éthiques est la capitalisation du fonds (provenance des dons et des prêts).

Tableau 11
Indicateurs d'impacts sur la communauté solidaire

IMPACTS	INDICATEURS	IMPACTS	INDICATEURS
Canalisation des ressources communautaires (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des acteurs locaux ¹⁷ (Guérin 2002). • Mobilisation de ressources relevant de l'économie plurielle : ressources marchandes (banques et caisses), ressources non marchandes (avantages fiscaux et subventions) et ressources non monétaires (travail bénévole) (Lévesque 2000). • Composition du conseil d'administration et du comité de gestion (Lévesque and Mendell 2000). • Bénévolat (heures de bénévolat, provenance des bénévoles) (Organismes). • Professionnels mobilisés dans le projet de suivi ciblé (Organismes, Charlevoix). • Partenariat avec les organismes de développement local, les organismes communautaires, les institutions d'enseignement, etc. (Organismes) 	Mobilisation des capitaux éthiques (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Provenance du capital (Lévesque and Mendell 2000). • Capitalisation du fonds (provenance des dons et prêts (Organismes).

• **Changements de culture**

Par son action sur les individus, les organismes souhaitent avoir un impact sur les changements de culture au sein des entreprises. L'impact sur la création d'une culture d'entreprise citoyenne et la sensibilisation à la responsabilité sociale de l'entreprise pourrait être mesuré en définissant clairement ces notions afin de construire ensuite des indicateurs sur la base de questions devant être adressées aux entrepreneurs et témoignant de ces changements.

¹⁷ Acteurs locaux : municipalités, institutions financières, syndicats, organismes publics, religieux et communautaires.

Conclusion

Les constats faits suite à notre recension des écrits quant au niveau de développement des outils d'évaluation témoignent du besoin de travaux au Québec, au Canada et dans les pays industrialisés en général pour développer des outils d'analyse et d'évaluation de la microfinance. Les programmes de microcrédit se font de plus en plus nombreux et rejoignent un nombre croissant de participants. Comme le souligne Schreiner «*The growth of microenterprise may, however, draw resources away from other, possibly better, interventions. [...] but as the budget for microenterprise grows, evaluations should also measure impact—they should ask, “What benefits were created and at what cost?”*» (Schreiner, 2002 : 67-68). Il importe, à notre avis, d'évaluer rigoureusement les retombées de ces programmes et d'en analyser les facteurs de réussites. En ce sens, le travail entrepris dans la présente recherche a une utilité sociale certaine.

L'étape suivante de notre étude consistera en l'évaluation des impacts. Nous devons dans un premier temps choisir quelles dimensions feront l'objet de l'évaluation et quels indicateurs seront utilisés. Ensuite, nous devons procéder à une analyse préliminaire des données disponibles au sein des organismes étudiés et à l'identification des données devant être collectées. Ce travail d'évaluation nécessitera également le développement des outils de collecte de données. Il sera ensuite possible de procéder à la collecte des données, à l'analyse des résultats et à la rédaction d'un rapport synthèse.

Bibliographie et sources statistiques

Sources statistiques

BANQUE DE DONNÉES DES STATISTIQUES OFFICIELLES SUR LE QUÉBEC, (BDSO).
[<http://www.bdso.gouv.qc.ca/>].

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, Québec. (CSF). Statistiques.
[<http://www.csf.gouv.qc.ca/fr/stat/?ma=42>].

INDUSTRIE CANADA, (IC). *Recherche et politique de la petite entreprise*.
[<http://www.ic.gc.ca/epic/site/sbrp-rppe.nsf/fr/Home>].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, (ISQ). [<http://www.stat.gouv.qc.ca/>].

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION QUÉBEC, (MDEIE).
Portail du développement régional.
[<http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/developpementRegional>].

SATISTIQUE CANADA, (SC). *Tableaux par sujet: société et communauté*.
[http://www40.statcan.ca/102/ind01/12_75_f.htm?hili_none].

Bibliographie

CHEN, M. A. 1997. *A guide for assessing the impact of micro enterprise services at the individual level*. Harvard Institute for International Development, Harvard University.

DE GOBBI, MARIA SABRINA and NARA HARI DHAKAL AND SYED TAHIR HIJAZI (CONTR.). 2005. "Nepal and Pakistan. Micro-finance and microenterprise development: Their contribution to the economic empowerment of women." *SEED Working Paper*, numéro 69.

DUMAS, C. 2001. "Evaluating the Outcomes of Microenterprise Training for Low Income Women: A Case Study." *Journal of Developmental Entrepreneurship*, numéro 6, 97–128.

EPSTEIN, M. J. and C. A. CRANE. 2005. "Alleviating Global Poverty through Microfinance: Factors and Measures of Financial, Economic, and Social Performance." Working Paper. Rice University.

- EUROPEAN COMMISSION and EUROSTAT. 2005. *Measuring Progress Towards a More Sustainable Europe. Sustainable Development Indicators for the European Union. Data 1990-2005.*
- GOMEZ, R. AND E. SANTOR. 2001. "Membership has its privileges: the effect of social capital and neighbourhood characteristics on the earnings of microfinance borrowers." *The Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'Economie*, numéro 34, 943-966.
- GUÉRIN, ISABELLE. 2002. « La microfinance dans les pays du Nord. Bilan d'une étude comparative. » in *Proposition de communication aux 19es journées internationales d'Economie monétaire et bancaire*: Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Centre Walras (CNRS / Université Lyon 2).
- HULME, DAVID. 2000. "Impact Assessment Methodologies for Microfinance: Theory, Experience and Better Practice." *World Development* 28:79-98.
- IFAD. 2006. "Assessing and managing social performance in microfinance." United Nations.
- IMP-ACT. 2004. "QUIP: Understanding Clients through In-Depth Interviews". *Practice Note*, no. 2, Brighton, UK: Institute of Development Studies, University of Sussex.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (ISQ), ministère DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MESS), J. A. MORASSE, H. GAUTHIER, S. JEAN, C. COURCHESNE and QUÉBEC. 2005. *Inventaire des indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale*. Institut de la statistique du Québec : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- INTERNATIONAL LABOUR OFFICE. 2002. *Micro-finance in industrialized countries. Helping the unemployed to start a business*. ILO-Social finance Programme-Employment Sector. Geneva.
- KABEER, N. 1999. *The conditions and consequences of choice: reflections on the measurement of women's empowerment*. United Nations Research Institute for Social Development.
- KARLAN, D. and M. VALDIVIA. 2006. "Teaching Entrepreneurship: Impact of Business Training on Microfinance Clients and Institutions." Working Paper, Yale University, Connecticut.
- LÉVESQUE, B. and M. MENDELL. 2000. *La création d'entreprises par les chômeurs et les sans-emploi: le rôle de la microfinance*. Rapport de recherche soumis au Bureau international du travail (BIT), Organisation internationale du travail (OIT). Montréal, PROFONDS-CRISES.

- LÉVESQUE, BENOÎT 2000. « Originalité et impact de l'action des SOLIDE sur le développement local et sur l'emploi au Québec. » Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. *Série Pratiques économiques et sociales no 18* : Université du Québec en Outaouais.
- MAHMUD, S. 2003. "Actually how Empowering is Microcredit?" *Development and Change*, numéro 34, 577-605.
- MAYOUX, LINDA. 2001. "Tackling the Down Side: Social Capital, Women's Empowerment and Micro Finance in Cameroon." *Development and Change*, numéro 32, 435-464.
- MOSLEY, P., D. OLEJAVORA AND E. ALEXEEVA. 2004. "Microfinance, social capital formation and political development in Russia and eastern Europe: a pilot study of programmes in Russia, Slovakia and Romania." *Journal of International Development*, numéro 16, 407.
- MOSLEY, P. and L. STEEL. 2004. "Microfinance, the Labour Market and Social Inclusion: A Tale of Three Cities." *Social Policy and Administration*, numéro 38, 721-743.
- NELSON, CANDACE (ed.). 2000. "Learning from Clients: Assessment Tools for Microfinance Practitioners". Washington, DC: Management Systems International.
- PAGEAU, M. and M. FERLAND. 2002. *Le portrait de santé: la région de Québec et ses territoires de CLSC*: Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec, Direction de la santé publique.
- PAMPALON, R., D. HAMEL and G. RAYMOND. 2004. *Indice de défavorisation pour l'étude de la santé et du bien-être au Québec, mise à jour 2001*: Institut national de santé publique du Québec, Unité Connaissance-surveillance.
- PAQUET, RENAUD and LOUIS FAVREAU (DIR.). 2000. "Qualité de l'emploi et micro-entreprises soutenues par la microfinance." *Série Recherche*: Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais.
- SCHREINER, M. 2002. "Evaluation and Microenterprise Programs in the United States." *Journal of Microfinance*, numéro 4, 67-91.
- SEBSTAD, J., C. NEILL, C. BARNES and G. CHEN. 1995. *Assessing the impacts of microenterprise interventions: a framework for analysis*: USAID. Center for Development Information and Evaluation.

- SIMANOWITZ, A. 2001. "A Review of Impact Assessment Tools." *Imp-Act Learning Notes*.
- SIMANOWITZ, A. 2004. "Issues in Designing Effective Microfinance Impact Assessment Systems." *Imp-Act: Improving the Impact of Microfinance on Poverty: Action Research Programme*.
- USAID and G. WOLLER. 2006. "Evaluating MFIS' Social Performance: a Measurement Tool." *microREPORT #35*.
- WEHRELL, R. 2002. *The Atlantic Micro-Credit Socio-Economic Impact Study*. St. Francis Xavier University for the Atlantic Canada Opportunities Agency and the Steering Committee to Coordinate Research on Micro-Credit in Atlantic Canada.
- WOLLER, G. 2004. "A review of Impact Assessment Methodologies for Micro-enterprises Development Programmes in Evaluating Local Economic and Employment Development." in *Evaluating Local Economic and Employment Development: How to Assess What Works Among Programmes and Policies*, edited by Développement économique et création d'emplois au niveau local (Programme), Paris: OCDE, Bartik, T.
- ZOHIR, S. and I. MATIN. 2004. "Wider impacts of microfinance institutions: issues and concepts." *Journal of International Development*, numéro 16, 301-330.

Annexe A
Équipe de recherche et comité de suivi et d'orientation.

Équipe de recherche :	Steve Jacob, chercheur principal, CRIDÉS, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
	Yvan Comeau, cochercheur, CRIDÉS, École de service social, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
	Marie Langevin, assistante de recherche, CRIDÉS, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
Membres du comité de suivi de la recherche :	Annie Girard, coordonnatrice, Cercles d'emprunt de Charlevoix.
	Linda Maziade, directrice générale, Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec).
	Lucie Villeneuve, directrice, Réseau québécois du crédit communautaire.
	Steve Jacob, chercheur principal, CRIDÉS, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
	Yvan Comeau, cochercheur, CRIDÉS, École de service social, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
	Marie Langevin, assistante de recherche, CRIDÉS, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval.

Annexe B
Grille d'entrevues

Schéma d'entrevues
(professionnels et administrateurs)

Entrevues semi-dirigées
Mai 2007

Thèmes abordés :

- I. Les objectifs poursuivis par le crédit communautaire
- II. Les pratiques de l'organisme pour atteindre les objectifs
- III. Les impacts attendus des pratiques pour les personnes et pour les communautés

THÈME I : Les objectifs poursuivis par le crédit communautaire

THÈME II : Les pratiques de l'organisme pour atteindre les objectifs

1. Quel est l'objectif premier poursuivi par votre organisme de crédit communautaire?

Globalement, quels sont les moyens, actions et pratiques mis en place par votre organisme pour atteindre cet objectif?

2. Quels sont les objectifs secondaires poursuivis?

Globalement, quels sont les moyens, actions et pratiques mis en place par votre organisme pour atteindre cet objectif?

3. Quelle est votre clientèle cible?

Globalement, quels sont les moyens, actions et pratiques mis en place pour rejoindre cette clientèle?

4. Concernant les personnes que vous desservez, ou concernant votre clientèle cible, quels sont vos objectifs?

- Globalement, quels sont les moyens, actions et pratiques mis en place par votre organisme pour atteindre ces objectifs?
5. Concernant votre communauté (milieu, région, ville), quels sont vos objectifs?
Globalement, quels sont les moyens, actions et pratiques mis en place par votre organisme pour atteindre ces objectifs?
6. Comment décririez-vous les objectifs économiques votre organisme?
Globalement, quels sont les moyens, actions et pratiques mis en place par votre organisme pour atteindre ces objectifs?
7. Comment décririez-vous les objectifs sociaux votre organisme?
Globalement, quels sont les moyens, actions et pratiques mis en place par votre organisme pour atteindre ces objectifs?
8. Y a-t-il d'autres objectifs poursuivis par votre organisme que nous n'avons pas abordés?

THÈME III : Les impacts attendus des pratiques pour les personnes et pour les communautés

1. Selon vous, quels sont les impacts de vos pratiques sur les personnes que vous desservez?
- D'un point de vue économique
 - D'un point de vue social
2. Selon vous quels sont les impacts de vos pratiques sur votre milieu?
- D'un point de vue économique
 - D'un point de vue social
3. Vos activités engendrent-elles d'autres impacts ou effets?

4. De quelles façons croyez-vous que ces impacts peuvent être mesurés?
 5. Y a-t-il un projet d'entreprise que vous considérez comme exemplaire sur le plan des retombées et impacts?
 - Description du projet d'entreprise
 - Pourquoi est-il considéré comme exemplaire
 6. Pouvez-vous décrire le cheminement typique d'un participant?
-

Annexe C

Liste des documents officiels et des sites web corporatifs consultés :

- Réseau québécois du crédit communautaire
Site web: [www.rqcc.qc.ca/]
Documents consultés: Rapports annuels 2005-2006 et 2006-2007.
- Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)
Site web : [www.fonds-emprunt.qc.ca/]
Documents consultés: Rapports annuels 2005-2006 et 2006-2007.
- Cercles d'emprunt de Charlevoix
Site web: [http://www.cld-charlevoix.org/cld/index_f.aspx?DetailID=114]
Documents consultés : Rapports annuels 2005-2006 et 2006-2007.

Annexe D Conceptualisation du crédit communautaire

Selon les organismes

(Sources : documentation officielle des organismes et sites Web corporatifs)

A :		
Réseau québécois du crédit communautaire		
Définition	Mission	Objectifs
<p>Une approche d'intervention économique et sociale et de lutte à la pauvreté inscrite dans la mouvance de l'économie sociale et une composante du financement solidaire.</p> <p>Un outil de financement, un instrument de développement.</p> <p>Un complément aux mécanismes et structures institutionnels en place.</p>	<p>Offrir une réponse novatrice aux personnes qui veulent prendre leur place dans la société, mais qui se retrouvent devant des portes fermées.</p> <p>Double rôle social et économique.</p> <p>L'entreprise n'est pas une fin, mais un moyen.</p>	<p>Créer des emplois durables et de qualité tout en répondant aux besoins sociaux, économiques et culturels du milieu.</p> <p>Permettre aux personnes qui sont sans emploi et qui vivent la précarité économique d'accéder à du financement pour un projet d'entreprise individuelle et collective ou de travail autonome.</p> <p>Remettre en action les personnes qui sont exclues de la vie économique, sociale, culturelle et politique de leur collectivité.</p> <p>Combattre la pauvreté en contribuant à la revitalisation de territoires défavorisés.</p>
Approche	Clientèle/Créneau	Impacts/Résultats
<p>Activités d'accompagnement, de formation et de suivi « à la carte » combinées à un financement flexible.</p> <p>Approche globale qui vise à combler les besoins tant économiques que sociaux des personnes.</p> <p><u>Première approche, formule Cercles</u> : interpellent les personnes qui veulent prendre leur place dans l'économie et la société à partir du travail autonome ou de la microentreprise et qui peuvent tirer le maximum d'une démarche collective où le soutien des pairs joue un rôle primordial. En trois volets :</p>	<p>Personnes désirant prendre leur place dans la société. Personnes en situation d'isolement et d'exclusion.</p> <p>Personnes marginalisées par rapport à la société en général et par rapport aux réseaux conventionnels de financement.</p> <p>Chômeurs, personnes de l'aide sociale, travailleurs à faible revenu et « sans chèque ».</p> <p>Travail autonome, petites entreprises privées et entreprises d'économie sociale. Artisans, artistes, personnes dont le profil ou le projet, ou les deux ne s'inscrivent ni dans les secteurs conventionnellement priorisés,</p>	<p>Agit comme premier échelon de financement, fait souvent office de levier dans des projets d'entreprises.</p> <p>Capacité à permettre à des personnes exclues des circuits économiques et sociaux de réaliser leurs projets d'affaires. Permet ainsi la création d'entreprises et la réinsertion économique et sociale.</p> <p>L'accompagnement de proximité renforce les capacités, et suscite le passage de l'exclusion vers l'inclusion, de l'isolement vers la mise en commun, de la responsabilité individuelle vers une responsabilité sociale.</p> <p>Renforce l'accès aux ressources</p>

<p>l'accompagnement collectif centré sur la personne et de son propre projet entrepreneurial ; la prise en charge collective et l'accès au crédit ; la mobilisation de l'épargne et du capital en faisant appel aux partenaires présents dans la collectivité.</p> <p><u>Deuxième approche, formule fonds</u> : Approche par projet en quatre volets : la mobilisation de l'épargne et du capital (investissement socialement responsable) ; le financement de projets ; le soutien technique et l'accompagnement ; la promotion des activités et la concertation.</p>	<p>ni dans le cadre normatif des institutions financières.</p>	<p>sociales ou matérielles indispensables à l'amélioration de la participation citoyenne.</p> <p>Comble les besoins des travailleurs autonomes et des entreprises individuelles et collectives.</p> <p>Contribue directement à l'intégration des populations laissées pour compte et à leur pleine participation à la vie économique et sociale des collectivités.</p>
--	--	--

B :

Cercles d'emprunt de Charlevoix

Définition	Mission	Objectifs
<p>Un programme offrant une démarche entrepreneuriale encadrée dans la poursuite d'un processus de développement de l'autonomie et de l'employabilité, le tout dans un cadre convivial d'échange et de confiance.</p> <p>Une formation, un appui, un encadrement, ainsi qu'un accès au microcrédit pour la réalisation d'un projet de micro-entreprise.</p>	<p>Permettre aux personnes ayant un revenu précaire d'avoir accès à du financement (à faible taux d'intérêt) et à de l'accompagnement de proximité pour concrétiser ou développer un projet de micro-entreprise.</p>	<p>Briser l'isolement ; redonner confiance en soi et en ses capacités ; faciliter la reprise des activités sociales et économiques des participants dans l'économie régionale.</p> <p>Donner aux participants des notions de gestion et de fonctionnement de groupe, leur enseigner à structurer leur projet de micro-entreprise et surtout développer la confiance en soi et collective.</p>
Approche	Clientèle/Créneau	
<p>Une approche économique et sociale.</p> <p>Formation menant soit à création d'en cercle ou à une démarche d'orientation, à un retour aux études ou à la recherche d'emploi.</p> <p>Prêt maximal de 2500 \$ remboursable dans un délai de 18 mois.</p>	<p>Résidents des MRC Charlevoix et Charlevoix-Est, majeures, provenant de tous milieux.</p> <p>Ayant des revenus précaires. Désirant prendre leur place dans l'économie en améliorant leur qualité de vie.</p> <p>Personnes exclues des réseaux traditionnels de financement. Situation d'exclusion socio-économique.</p>	<p>Informers les participants sur les ressources charlevoisiennes.</p> <p>Dispenser une formation adaptée afin de circonscrire chaque projet.</p> <p>Établir et maintenir la confiance entre les membres afin de garantir la caution solidaire et un remboursement d'emprunt régulier.</p> <p>Accompagner les participants individuellement, au gré de l'avancement de leurs idées et projets.</p>

Impacts/Résultats	Impacts/Résultats	Impacts/Résultats
À court terme : restaurer l'estime de soi et la confiance en ses capacités par l'acquisition de nouvelles compétences et par la réalisation d'un projet sérieux.	Contribue à l'essor, à la créativité et à l'innovation dans le développement social et économique de la région. Réduit le travail au noir ; augmente l'activité économique dans la région.	Le « projet de suivi ciblé » permet de soutenir les promoteurs en réflexion, démarrage, consolidation ou développement en leur accordant une banque d'heures de ressources spécialisées.
À long terme : renforcer la structure communautaire par la création d'une force économique et par des réseaux d'entraide.	Le cheminement de groupe permet aux personnes d'évaluer leur potentiel à réaliser un projet d'entreprise et de cerner des alternatives favorisant tant un retour sur le marché du travail qu'un retour aux études.	Impact sur les personnes : développe un sens de l'organisation ; crée un sentiment d'appartenance ; brise l'isolement ; refait la cote de crédit ; brise la dépendance envers les programmes sociaux ; augmente la qualité de vie ; redonne de saines habitudes de travail. Meilleure gestion du stress ; prise de conscience de ses goûts et capacités ; découverte de la force d'un réseau ; trouver des ressources.
Rétention de nombreux jeunes dans le milieu. Remise en action de plusieurs personnes en quête de rêves réalisables.	L'accès au microcrédit et l'accompagnement de proximité peuvent aider les futurs promoteurs vivant une situation financière trop souvent précaire. Permet d'acquérir de nouvelles compétences, d'être en mesure de faire face aux exigences du monde entrepreneurial.	
Réseautage de promoteur désirant prendre leur place dans l'économie charlevoisienne.		

C :

Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)

Définition	Mission	Objectifs
Un outil de lutte à la pauvreté et de développement économique communautaire.	Mobiliser des investisseurs pour donner accès au crédit et accompagner des personnes à faible revenu porteuses d'un projet d'entreprise.	Favoriser le développement économique local, lutter contre la pauvreté.
Programme de développement entrepreneurial et d'accès au crédit auprès des populations exclues démontrant des besoins de renforcement de capacité.	Développement économique solidaire et lutte à la pauvreté.	Contribuer à la création d'emplois durables et au développement d'une communauté solidaire. Générer de l'activité économique inclusive et responsable.
	Insertion des personnes par l'économique. Supporter la pérennité des entreprises.	Intervenir en insertion socio-professionnelle des personnes.
		Permettre à des personnes à faible revenu de devenir actives dans l'économie et de pouvoir ainsi améliorer leurs conditions de vie.
Approche	Clientèle/Créneau	Objectifs (suite)
Approche globale de renforcement des capacités par l'accompagnement de proximité.	Résidents de la ville de Québec, de la Côte-de-Beaupré et de l'Île d'Orléans.	Aider les personnes à prendre une décision visant ou non la création d'une entreprise.

<p>Mobilise l'argent de la communauté pour le prêter à la communauté. Approche inclusive quant aux personnes et secteurs d'activités.</p> <p>Prêt maximal de 20000 \$ remboursable sur une période maximale de 5 ans.</p>	<p>Personnes en situation d'exclusion, souvent immigrantes, femmes, jeunes.</p> <p>Ayant un besoin d'accompagnement pour développer leur activité économique génératrice de revenus autonomes. N'offrant pas les garanties requises par le réseau conventionnel de financement.</p> <p>Exclues en raison du secteur d'activité ou du trop petit montant du prêt nécessaire. Ayant un projet d'entreprise viable, durable et réaliste.</p>	<p>Aider les personnes à reprendre confiance pour entamer un nouveau projet de vie.</p> <p>Aider à la réalisation d'un plan d'affaires, au démarrage d'entreprise. Offrir du support, aider la personne dans son processus de réflexion.</p> <p>Sur les personnes : elles réalisent leur rêve ; elles affirment leur dignité ; elles retrouvent confiance en elles ; elles prennent leur place dans la communauté.</p>
<p>Impacts/Résultats</p> <p>Elles développent leurs compétences, renforcent leurs capacités</p> <p>Pour le milieu : création de richesses partagées, création d'activités entrepreneuriales génératrices de revenus et de dignité.</p>	<p>Impacts/Résultats</p> <p>Porteuse de développement pour les populations appauvries et en marge des réseaux de financements conventionnels.</p> <p>Innovation par de nouvelles pratiques inclusives et accessibles.</p>	<p>Impacts/Résultats</p> <p>Participe au courant de l'économie sociale et de la finance solidaire qui rend l'économie humaine, viable et durable.</p> <p>A un effet de levier : les prêts accordés génèrent des investissements. Création d'emploi.</p>

Selon les acteurs

(Source : entrevues réalisées avec le personnel des Cercles d'emprunt et du Fonds d'emprunt)

A : Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)	
Clientèle cible :	Mission première :
Population appauvrie et personnes en marge des réseaux conventionnels de financement. Personnes ayant vécu l'exclusion.	La lutte à la pauvreté, par l'économique
Intervention majoritairement dans les quartiers appauvris. (St-Roch, Limoilou, Saint-Sauveur).	
Remontée de la clientèle femme, jeune et immigrante (en situation de pauvreté).	
Secteur des artisans est un bassin important de clientèle.	

Objectif premier :	Moyens :	Impacts :
Que les participants développent leur autonomie financière et redeviennent des citoyens à part entière. Concrètement : remise en action des personnes, leur développement dans leur communauté.	L'accompagnement de proximité est le moyen principal, le prêt est accessoire. Il s'agit d'un processus de développement des compétences. Travail de fond sur la personne et sur le projet afin de le rendre réalisable et viable. La remise en action se fait idéalement par le biais du développement d'une micro-entreprise individuelle ou collective. Peut également se faire au moyen d'un nouvel emploi ou d'un retour aux études.	Renforce les capacités au niveau des personnes et des communautés. (Estime de soi, reconnaissance de ses propres acquis). Sortir de l'isolement, développement de la citoyenneté
Objectifs secondaires :	Moyens :	Impacts :
Travailler sur les changements de culture : favoriser le développement d'une culture d'entreprise citoyenne ; participer à la création d'une communauté solidaire ; sensibiliser les futurs entrepreneurs à l'importance de la participation citoyenne (au sens économique).	Volet animation/émergence : participation à différents comités et activités en collaboration avec les intervenants du développement local ; alimenter la synergie d'une communauté solidaire en allant chercher l'appui de la communauté et l'appui financier (capitalisation du fonds) ; se positionner dans l'environnement socio-économique en partenariat avec les autres acteurs tout en préservant ses objectifs et ses valeurs ;	Impacts d'abord sur les individus qui auront un impact sur la communauté via leur projet d'entreprise. Les entreprises ayant participé au processus d'accompagnement sont majoritairement près de ces valeurs. Cependant, peu d'entre eux peuvent mettre en pratique leur participation citoyenne. Il s'agit d'un travail de long terme et cela nécessite un niveau de vie (générer des revenus) suffisant pour sortir du mode « survie » ou « maintien ».

	développer une approche partenariale réellement ancrée dans le milieu ; intervention de sensibilisation au crédit communautaire.	Le dynamisme de l'organisation crée une concertation exceptionnelle. Contamination des cultures dans les autres organisations. Encourage la pérennité du fonds et de ses partenaires par l'ancrage dans le milieu. Impact sur les valeurs liées au placement éthique. Donne une valeur autre qu'uniquement financière à l'argent investi au Fonds.
Objectifs secondaires :	Moyens :	Impacts :
Pérenniser l'outil qu'est le Fonds d'emprunt en respectant les objectifs et la mission.	Développement des façons de faire, instrumentation. (ex. : offrir de l'accompagnement individuel tout en mutualisant certaines fonctions.) Rentabilisation de l'expertise par la vente de services aux organismes apparentés.	
Objectifs socio-économiques :	Moyens :	Impacts :
Lutte à la pauvreté.	Par le travail sur les individus.	L'approche axée sur les personnes a un impact sur l'économique dans un second temps. La sortie de la précarité est un travail de long terme. Le taux d'insertion permet aux gens de sortir du giron de l'aide sociale, du chômage ou de l'emploi saisonnier. En donnant une structure aux individus pour réaliser leur projet, on leur permet d'atteindre un plancher de revenu

Impacts (autres) pour les personnes :	Impacts (autres) pour le milieu :
Retrouver l'estime de soi et la confiance en soi. ¹ Retrouver une meilleure santé psychologique, donc une meilleure santé globale (réduction de la fréquentation du système de santé publique). À long terme, les personnes réintègrent les réseaux conventionnels de financement. (À partir du 2 ^e ou 3 ^e financement).	L'approche inclusive a un impact élargi sur le système financier en terme de clientèle et de secteur d'activité.

¹ Résultat d'une enquête auprès de la clientèle : ce qui a le plus d'impact sur l'amélioration des conditions de vie c'est la confiance en soi acquise dans le processus d'accompagnement. Le revenu est secondaire.

B :

Cercles d'emprunt de Charlevoix

Clientèle cible :

Personnes majeures, résidant sur le territoire de Charlevoix, vivant une situation financière précaire (travail saisonnier, chômage cyclique). Projets marginaux, personnes marginales, sans historique de crédit, jeunes.

Individus ayant un projet de développement d'une micro-entreprise. Souvent démunies financièrement et qui sont exclues des réseaux conventionnels de financement.

Clientèle naturelle : moins de 25 ans.(GF)

Mission première :

Briser l'isolement des participants, leur redonner confiance en leurs capacités, favoriser leur participation active dans l'économie régionale.

Objectif premier :

Répondre aux besoins des promoteurs qui n'ont pas été satisfaits ailleurs.

Intégrer des personnes sur le marché du travail.

Moyens :

Accompagnement, suivi, formation, microprêts, projet de suivi ciblé.

Alimenter, informer et sensibiliser les partenaires.

Recrutement de participants en utilisant les références des partenaires, des autres utilisateurs et du réseau de contacts.

Aller chercher les participants un par un, se déplacer sur le territoire, établir un contact personnel afin d'établir la confiance.

Impacts :

Participation à l'économie régionale par le soutien aux micro-entreprises et la remise en action des personnes.

Objectifs secondaires :	Moyens :	Impacts :
<p><u>Auprès de la clientèle :</u> remise en action des personnes dans la communauté et dans l'économie ; référer aux ressources complémentaires ; contribuer à l'insertion en emploi ; aider les individus à clarifier leur projet de vie¹ ; ou à prendre conscience des alternatives ; soutenir la clientèle pour démarrer leur projet et le rendre viable (générant des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins) ; garder le contact après le processus de formation.</p> <p><u>Auprès de la communauté :</u> mettre les individus en réseaux, agir comme « entremetteuse » entre les promoteurs eux-mêmes et les acteurs du développement ; améliorer l'économie locale.</p> <p><u>Pour l'organisation :</u> rejoindre les Charlevoisiens aux limites du territoire ; augmenter la visibilité et se faire connaître davantage auprès de la population et des partenaires ; développer un réseau national des promoteurs issus du crédit communautaire.</p>	<p>Accompagnement, référencement.</p> <p>Atelier portant sur les ressources régionales (réorientation, formation, employabilité, plan d'affaires).</p> <p>La clef de la viabilité du projet étant la détermination de la personne, c'est par l'accompagnement, le suivi et le soutien qu'on peut l'aider dans ce processus².</p> <p>Personnel présent dans le milieu du développement local. Travail de partenariat. Disponibilité aux participants. Connaissance de la clientèle.</p>	<p>L'aide apportée valorise les participants, leur donne confiance en eux.</p> <p>Offre une bonne formation personnelle et citoyenne aux participants.</p> <p>Apprentissage du travail en groupe, de la confiance mutuelle.</p> <p>Réalisation de son plein potentiel, <i>empowerment</i>.</p> <p>Participation aux activités de la communauté</p>
Objectifs socio-économiques :	Moyens :	Impacts :
<p>Remettre en fonction des individus pour éviter l'exode.</p>	<p>Accompagnement, soutien et suivi.</p>	<p>Lutte contre l'exode des jeunes, incite des nouvelles familles à s'installer dans la région.</p> <p>Valorise les jeunes dans leur milieu (par l'accompagnement, le suivi ciblé pour aider à la viabilité de l'entreprise).</p>

¹ « Mon rôle est d'accompagner les personnes dans leurs projet, qu'il s'agisse de démarrer une entreprise ou autre chose. » (Propos d'entretien n° 1, Cercles d'emprunt communautaire)

² « L'essentiel de notre mission et de notre mandat c'est l'accompagnement de proximité. » (Propos d'entretien n° 2, Cercles d'emprunt communautaire)

Création de réseaux sociaux, de contacts, encourager les échanges.	Informar sur les ressources, les nouveaux programmes, sur l'économie locale.	Génère de l'activité économique (1\$ dépensé localement a un effet multiplicateur)
Travailler à modifier le phénomène de la chasse gardée chez les partenaires ¹ .	Organisation d'activité de réseautage : « 5 à Cercles». Travail en étroite collaboration avec les acteurs du développement local. Contact direct et partenariat dynamique.	Créer des liens, des échanges et des réseaux.

Impacts (autres) pour les personnes :	Impacts (autres) pour le milieu :
Permet d'aller plus loin dans leur projet d'entreprise.	Contribution à l'économie régionale par le démarrage de micro-entreprises.
Augmente la confiance en soi des participants.	Rôle de levier des Cercles. Incite les autres investisseurs à soutenir les projets.
Outils, développe un réseau, se sentent supportés.	Impact sur le milieu des artisans et des artistes : l'organisation agit comme porte d'entrée pour développer leurs compétences entrepreneuriales.
Améliore la qualité de vie (faire ce qu'ils aiment).	Prendre conscience de leurs capacités.
Apprécier (ou non) leur potentiel entrepreneurial.	
Remise en action manifeste suite à l'accès au crédit.	
Le référencement accélère le processus de démarrage des entreprises.	
Impact sur la précarité : les gens sont plus près de leur réalité, ils s'organisent davantage. Le laisser-aller disparaît. Souvent les revenus n'augmentent pas énormément, mais ils sont mieux organisés.	

¹ « Dans Charlevoix, les gens sont très bien desservis en termes de ressources. Il y a un grand nombre d'organisations qui desservent une petite population. Souvent on se partage les clients. » (Propos d'entretien n° 1, Cercles d'emprunt communautaire)

Annexe E Recensement des indicateurs

NIVEAU D'ÉVALUATION :

DIMENSIONS :

- **micro/individu**
- **conditions de vie**
 - vie matérielle
 - vie sociale
- **capacités**
 - entrepreneuriat
 - confiance et *empowerment*

- **conditions de vie**
 - vie matérielle
 - vie sociale

Note : les indicateurs en caractères gras sont sélectionnés comme étant adaptés à l'étude et potentiellement utilisables pour l'évaluation.

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : conditions de vie		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : vie matérielle		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Autonomie financière (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la situation financière (appréciation personnelle) (Lévesque and Mendell 2000) (Paquet and Favreau 2000) • Income (Epstein and Crane 2005): Change in household and personal income. % of income contributed to personal savings. % of saving placed in formal financial institution. Dollars invested into personal insurance policies. • Income (Sebstad et al. 1995) (change in): Net income from the entreprise; Net income from all income generating activities; Stability of the income generated by the entreprise; Amount of income generated by the entreprise; Amount of income reinvested in own entreprise; Amount of personal savings. 	
Activité économique (+)	<ul style="list-style-type: none"> • % des bénéficiaires exerçant une activité génératrice de revenus (Guérin 2002). 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'insertion.
Dépendance programmes sociaux (-)	<ul style="list-style-type: none"> • % of income from government assistance (Wehrell 2002). • % des bénéficiaires combinant entrepreneuriat et assistances sociales (Guérin 2002). • % des bénéficiaires effectuant un retour au chômage ou aux prestations sociales (Guérin 2002). 	

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : conditions de vie		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : vie matérielle		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Précarité (-)	<ul style="list-style-type: none"> • Livelihood security (Wehrell 2002): More regular income. More income earning options. • Réduction in risk (specific negative shocks absorption) (Karlan and Valdivia 2006) • Reduced impact of financial shocks (Epstein and Crane 2005). • Stabilisation financière (Guérin 2002) : Caractéristiques des revenus par rapport au standard de revenu minimum garanti. Estimation personnelle de l'amélioration de la situation financière, de la régularité des revenus, de la suffisance des revenus pour répondre aux besoins. • Economic security (Chen 1997) : appreciation of business' security and capacity to cope with a crisis without facing serious economic difficulties. • Household security- markers of change (Sebstad et al. 1995): Number of income sources. Diversity of income sources. Changes in type of debt. Amount of debt outstanding for consumption purposes. Amount of cash savings. Changes in security of occupancy and tenure for productive activities. • Paid fixed salary to self (Karlan and Valdivia 2006). • Precariousness (Dumas 2001): Form of personal asset accumulation. Ability to save money. Reducing outstanding debt. 	

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : conditions de vie		
DIMENSION SPÉCIFIQUE: vie sociale		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Projet de vie (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la situation personnelle générale (appréciation personnelle) (Lévesque and Mendell 2000) (Paquet and Favreau 2000). • Vision of future and future-oriented activities²² (Chen 1997). • Percentage of clients who start to believe that their dream really can come true. (Dumas 2001) 	
Isolement (-)	<ul style="list-style-type: none"> • Activités sociales, sentiment d'appartenance, réseau de soutien, intégration communautaire (Guérin 2002). • Personal support for doing business (Wehrell 2002) • Formation of a personal relationship or network providing key moral support (Mosley and Steel 2004) 	
Valorisation (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Visibility and respect (Chen 1997): number of client who report that they are recognized and respected as a person in their own right and for their individual value and contribution. • Perceived worth (Chen 1997): respondants who feel that their contributions are recongnized and valued. 	
Dignité (+)	<i>Note : À supprimer. Dimension incluse dans la valorisation.</i>	
Réaliser son plein potentiel (+)	<i>Note : À supprimer. Dimension incluse dans la notion d'empowerment.</i>	
Santé psychologique (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure gestion du stress (Guérin 2002) (Chen 1997) 	

²² Vision of Future: increase in number of clients who are —less fearful of future and more hopeful of the future Future-Oriented Activities: increase in number of clients who are —engaged in future-oriented activities: e.g. preventive health measures, education of children, savings, investment.

- **capacités**
 - entrepreneuriat
 - confiance et *empowerment*

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : capacités		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : entrepreneuriat		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Acquérir aptitudes en gestion (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Employabilité, sens de l'organisation, autonomie, fonctionnement de groupe, gestion du stress. (<i>Note : À évaluer à titre d'objectifs spécifiques identifiés par les organismes. Aucun indicateur recensé.</i>) • Skill Development (Wehrell 2002): Interpersonal skills. Business skills (planning, budgeting and financial management, marketing and sales). • Acquisition de compétences techniques (Guérin 2002). • Renforcement de compétence relationnelle (négociier démarcher, etc.) (Guérin 2002). • Skills- Respondents who have been trained in (Chen 1997): Managerial skills (group or entreprise management). Entrepreneurial skills (accounting, marketing, market formation). Technical skills (specific production technics). • Business knowledge index²³ (Karlan and Valdivia 2006) • Skills (De Gobbi 2005): Communication skills improved. Collective thinking improved. 	<ul style="list-style-type: none"> • Heures de formation.
Décision démarrage/ cerner alternatives (+)		<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'insertion : Démarrage et consolidation. Retour aux études. Retour en emploi. Recherche d'emploi. Prédémarrage.
Développer un projet réalisable et durable (+)		<ul style="list-style-type: none"> • Analyse et développement de plan d'affaires sans prêt. • Analyse et développement de plan d'affaires jusqu'à l'octroi du prêt. • Nombre de personnes ayant terminé le plan d'affaires.

²³ Business knowledge index: Number of right answers given by the client when asked about what should be done to increase business sales and to plan for a new business.

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : capacités		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : entrepreneuriat		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Accéder aux ressources (accompagnement-soutien-crédit) (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Médiation avec l'environnement (Guérin 2002): Facilitation des liens avec l'environnement institutionnel (accompagnement pour démarches commerciales, intermédiation pour prestations sociales). Faciliter les liens avec les établissements bancaires. Montage financier (levier pour les autres sources de financement). • Access to more financial services (Epstein and Crane 2005) • Influence of microfinance on access to and relations with other organizations (Mosley et al., 2004): Awareness of government support programmes. Affect your access to other government organizations supporting entrepreneurs. Help you improve relations with other organizations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre total de prêts. • Nombre de prêts actifs au 31-03-2007 (accompagnement). • Nombre d'entreprises financées. • Nombre de personnes accompagnées. • Nombre d'heures d'accompagnement • Nombre de projets financés conjointement avec Desjardins (Québec) • Nombre de Cercles démarrés • Nombre d'heures du projet de suivi ciblé (Charlevoix).
Concrétiser le projet (+)		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'entreprises en démarrage. • Nombre d'entreprises en consolidation. • Participation au programme STA. • Participation au programme jeunes volontaires.
Profil d'emprunteur (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Client creditworthiness (Wehrell 2002): 	
Pérennité et croissance de l'entreprise (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Additional loans received by clients (De Gobbi 2005): Received repeat loans. Loan applied/received. Application process (easier/same/difficult) • Ability to leverage funds from other sources (Wehrell 2002). • Entreprise growth overall (Wehrell 2002): Sales revenue growth (and magnitude of increase). Hours of work growth (self and paid employment). • Business formalization (Wehrell 2002): Registration status. Entreprise location (e.g. residence to commercial). • Business survival/longevity (Wehrell 2002). • Business success (Epstein and Crane 2005): Default rate. # of paid employees. 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de survie (entreprises de 5 ans et +) • Taux de remboursement (depuis 10 ans)

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : capacités		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : entrepreneuriat		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
	% change in revenu. % change in profit. <ul style="list-style-type: none"> Business success (Karlan and Valdivia 2006): Change in business profit. Investment made into the entreprise. Proportion of clients who planned or executed innovations in their businesses. 	

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : capacités		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : confiance et empowerment		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Confiance en ses capacités (+)	<ul style="list-style-type: none"> Self confidence (Wehrell 2002) Self-confidence (Chen 1997): respondents who feel that they can manage on their own or take major decisions on their own. 	
Confiance collective (+)		
Estime de soi (+)	<ul style="list-style-type: none"> Self-worth (Chen 1997) : respondents who reports they make majors contributions to their household and their community % who report higher levels of sel esteem (Epstein and Crane 2005) 	
Développer l'empowerment (pouvoir d'agir) (+)	<ul style="list-style-type: none"> Mesure des changements relationnels (Lévesque and Mendell 2000) (Chen 1997) : Prise de décision. Pouvoir de négocier (augmentation du pouvoir dans les sphères privée et publique, diminution de la domination, du harcèlement et de la violence). Participation communautaire (groupes sociaux et politiques, organisations). Autonomie. Renforcement organisationnel (activité au sein des organisations, position de leadership, utilisation de cette force pour négocier, faire des demandes administratives et résister à l'exploitation ou à la domination). Key indicators of empowerment (Mayoux 2001)²⁴: Increasing incomes from their own economic activity. Control over income. Development of collective economic and social activities. 	

²⁴ Based on the expressed aims of the women interviewed.

NIVEAU D'ÉVALUATION : micro/individu		
DIMENSION GLOBALE : capacités		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : confiance et <i>empowerment</i>		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
	<ul style="list-style-type: none"> • Empowerment (Hulme 2000): Individual control over resources. Involvement in household and community decision-making. Levels of participation in community activities and social networks. Electoral participation. • Women's empowerment (Kabeer 1999): Ability to make choices through three dimensions: the pre-conditions of choice or resources, the exercise of choice or agency, and the consequences of choice or achievements that reflect increased capacity to transform the structures of women's subordination. • Empowerment's dimensions (Mahmud 2003) : Material (expansion in the material resource base of women). Cognitive (women's recognition of their own abilities and skills, indicated by greater self-esteem and self-confidence). Perceptual (changes in how others perceive them, indicated by increased social prestige and value). Relational (changes in gender relations within the family and in the broader society, indicated by reduction in gender inequality in relationships). • Bargaining power (Chen 1997): respondents who have more bargaining power within household and in economic transactions. 	

NIVEAU D'ÉVALUATION :

- **méso/local**

DIMENSIONS :

- **développement local**
 - développement économique
 - développement social

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE : développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE: développement économique		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Activité économique locale (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de croissance annuel du PIB (Sources diverses). • % change in GNP (Epstein and Crane 2005). • Produit intérieur brut régional (ISQ). • Dépenses en recherches et développement (Sources diverses). • Taux de travailleur (ISQ). • Indicateurs du revenu par habitant (BDSO) ²⁵. • Indice de développement économique ²⁶. • Rapport de dépendance économique ²⁷. • Poids économiques de la région de la Capitale-Nationale (MDEIE). • Contribution des petites entreprises au PIB et contribution aux exportations (IC). 	
Développement et pérennité des entreprises (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'entreprise: Entrées et sorties d'entreprises (IC). Structure industrielle de la région selon la taille des établissements (MDEIE). Statistiques détaillées sur les coopératives (BDSO). • Pérennité : Entrées et sorties d'entreprises (IC). Faillites (IC et SC). Faillites personnelles, commerciales et passif selon les industries (BDSO). Taux de survie des micro-entreprises et autres petites entreprises (IC). 	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques sur les entreprises en activité : Coopérative. Immatriculation (personne physique, travailleur autonome). Incorporation (personne morale). Organisme à but non lucratif. Société en nom collectif (regroupement de personnes physiques).

25 Revenu personnel, revenu disponible, revenu d'emploi et revenu de placement.

26 Mesure le niveau de développement économique des régions à partir de 6 indicateurs : évolution annuelle de la population; proportion de la population en âge de travailler; taux d'emploi; revenu d'emploi par habitant; proportion du revenu personnel provenant des transferts gouvernementaux; proportion de la population en âge de travailler possédant une scolarité postsecondaire.

27 Rapport de dépendance économique en \$ par 100 \$ de revenu d'emploi : rapport entre les paiements de transfert et chaque tranche de 100 \$ du revenu d'emploi total de la région. Indices de dépendance économique : rapport de dépendance économique (RDE) d'une région exprimé en pourcentage du RDE de la province (Québec = 100) ou du Canada (Canada = 100).

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE : développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE: développement économique		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
		<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques sur le financement : Nombre de prêts individuels. Nombre de prêts collectifs. Nombre total de prêts. Montant total des prêts accordés (capital seulement). Nombre de prêts actifs au 31-03-2007 (accompagnement). Solde des prêts pour les projets actifs au 31-03-2007. Montant moyen des prêts. Montant total des coûts de projets. • Taux de remboursement. • Taux de survie (des 5 dernières années).
Réponse aux besoins des entrepreneurs ¹ (+)	<i>Note: À supprimer. Dimension incluse dans l'ensemble de l'évaluation.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques détaillées sur les services offerts et la fréquentation (heures dispensées, personnes rejointes).
Réseautage des entrepreneurs (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Social capital/community-building indicator² (Mosley and Steel 2004). 	
Création d'emplois durables et de qualité (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Employment creation (Wehrell 2002): New jobs. Part-time to full-time jobs. • Estimates of contribution of microfinance to national unemployment reduction (Mosley and Steel 2004). • Emplois (Guérin 2002): Durabilité (taux de survie des entreprises créées). Création (emplois directs et taux de survie, retour à l'emploi salarié, emplois induits¹, emplois maintenus, 	<p>Nombre d'emplois créés. Nombre d'emplois maintenus.</p>

- 1 Offre de services originale et novatrice pour combler les besoins de la clientèle cible : travailleurs autonomes, petites entreprises privées et entreprises collectives en marge des réseaux conventionnels de financement et d'aide au démarrage.
- 2 Formation of a personal relationship or network providing productivity-increasing idea. Answered yes to the initial question: "Do you feel part of a social network with other small businesses?" which on enquiry was expanded into "Do you consciously exchange ideas with other businesses, customers or suppliers in the process of formulating your own business strategy?"

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE : développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE: développement économique		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
	<p>effets d'éviction).</p> <p>Qualité (revenus médians, heures hebdomadaires travaillées, protection sociale, satisfaction au travail².</p> <p>Libre choix de l'auto-emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qualité de l'emploi (Lévesque and Mendell 2000) (Paquet and Favreau 2000)): Caractéristique comparée (ancienneté, salaire moyen, nombre d'heures travaillées, statut d'emploi, temps supplémentaire payé). Critères de satisfaction (indices de satisfaction au travail)³. • Emplois (Mathieu et al. 2001): Nombre d'emplois créés et maintenus (ETP) par entreprise. Nombre d'emplois relevant des programmes d'employabilités. Salaire moyen incluant les avantages sociaux. • Jobs (Schreiner 2002): FTE, Full-time equivalents jobs. High paid, low paid, full-time, or part-time. • Emplois (Statistiques officielles) : Niveau de l'emploi et taux de croissance (ISQ). Emploi, en nombre, et variation d'une période à l'autre (SC). Emploi total, créé et maintenu (ISQ). Évolution de l'emploi et répartition selon les blocs régionaux (MDEIE). Variation nette totale de l'emploi chez les employés du secteur privé et les travailleurs indépendants (IC). Part des travailleurs indépendants dans le total des emplois (MDEIE) (SC). Part de l'emploi coopératif (MDEIE). Part des employés occupant un emploi temporaire (SC). Nombres d'employés dans le secteur privé selon l'industrie et la taille de l'entreprise (IC). Contribution à la variation nette de l'emploi rémunéré dans le secteur privé selon la taille de l'entreprise (IC). 	
Réduction du travail au noir.	<ul style="list-style-type: none"> • Légalisation d'activité menée de manière informelle auparavant (Guérin 2002) 	

1 Emplois créés au-delà de celui du créateur d'entreprise.

2 Niveau de satisfaction selon: sentiment d'autonomie, d'indépendance, de responsabilité, flexibilité des horaires et conciliation des obligations familiales et professionnelles.

3 Indice général de satisfaction au travail basé sur un questionnaire (satisfaction intrinsèque, satisfaction extrinsèque, satisfaction des relations avec la direction, satisfaction de l'emploi comme outil d'intégration sociale, satisfaction des lieux et instruments de travail, satisfaction des relations personnelles).

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE : développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE: développement économique		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Réinsertion socio-professionnelle et remise en action.	<ul style="list-style-type: none"> • Activité, emplois, chômage et inactivité (statistiques officielles): Taux d'emploi (Sources diverses). Chômeurs et Taux de chômage (Sources diverses). Chômage de longue durée (ISQ). Chercheurs d'emploi découragés (ISQ) . Temps partiel non désiré (ISQ). Statut d'emploi atypique non désiré (ISQ). Taux d'activité (Sources diverses). Population de 15 ans et plus ayant travaillé (temps plein et partiel) (CSF). Main-d'œuvre active (femme). Statistiques détaillées sur l'Assurance-emploi (MESS). Prestataires de l'Assurance-emploi aptes au travail et variation annuelle du nombre d'adultes dont la présence cumulative dépasse 10 ans (MESS) (MDEIE). • Indicateurs de possibilités et participation économiques (SC)³³. • Indicateur d'insertion (augmentation des chances de trouver un emploi) et de qualité d'insertion (stabilité de l'emploi par le risque de retour au chômage et niveau de salaire) (Source autre). • Insertion professionnelle (Mosley and Steel 2004): Transitions from employment and unemployment (short-term and long-term) into self-employment. Number of exit from unemployment and poverty. • Unemployment exit (International Labour Office 2002): % of unemployed among client borrowers. Start-ups in % of unemployed-borrowers/clients. Survival rate after x years of self-employed coming out of unemployment. 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'insertion détaillés selon l'activité réalisée : Démarrage & Consolidation. Retour aux études. Recherche d'emploi. Retour en emploi. Prédémarrage. Autre.

³³ Niveau d'instruction, alphabétisation, revenu, activité, PIB par habitant, recherche et développement.

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE: développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : développement social		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Réponse aux besoins sociaux et culturels du milieu (+)	<i>Note : À supprimer. Possibilité d'évaluation improbable.</i>	
Pauvreté (-)	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté (Statistiques officielles): Indicateurs de pauvreté et d'exclusion (ISQ) ¹. Insécurité alimentaire (ADSSS). Défavorisation matérielle et sociale très forte (MSSS). Insuffisance du revenu (Institut de la statistique du Québec (ISQ) et al. 2005). Revenu moyen d'emploi (CSF). • Number of clients moving out of poverty ² (Karlan and Valdivia 2006). • % change in poverty level (Epstein and Crane 2005). • Augmentation des revenus et acquisition de patrimoine (personnel et professionnel) chez les bénéficiaires (Guérin 2002). • Change in income distribution (Epstein and Crane 2005). 	
Réinsertion sociale :	<ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs de participation sociale et inclusion (SC) ¹. 	

1 Mesures et incidences : seuil de faible revenu (SFR) avant impôt et après impôt (SFR-RAI); mesure de faible revenu avant (MFR) et après impôt (MFR-RAI); taux de risque de pauvreté avant et après transferts; taux de risque de pauvreté fixé à un moment dans le temps; seuil de pauvreté monétaire international; budget disponible.

Gravité : écart de faible revenu; ampleur du faible revenu (ou écart médian relatif de risque de pauvreté); intensité du faible revenu.

Persistance : faible revenu persistant (reflète la pauvreté et l'exclusion).

Liés aux transferts gouvernementaux : rapport et indice de dépendance économique par rapport aux transferts ; taux d'assistance sociale ; durée de présence au programme d'assistance-emploi.

Conditions de vie : indicateurs de difficultés financières et matérielles.

Indicateurs reliés:

Dimension Patrimoine : patrimoine moyen, patrimoine médian.

Dimension Dépense : pauvreté de consommation ; profil des dépenses des ménages à faible revenu.

Dimension travail : taux d'Emploi ; taux d'emploi stable ; emploi à temps plein et à temps partiel ; travailleurs à faible revenu et à faibles gains. Dimension alimentation : prévalence de l'insécurité alimentaire ; personnes ayant fréquenté les banques alimentaires.

Dimension logement : propriétaires et locataires consacrant 30 % et plus de leur revenu au logement.

Indice de développement social : indice de défavorisation matérielle et sociale ; indice de statut socioéconomique des régions métropolitaines ; indice multidimensionnel de pauvreté-richesse (IMPR) ; indice de pauvreté humaine pour certains pays de l'OCDE (IPH-2).

Indicateurs de Laeken (Union européenne) : dispersion des taux d'emploi ; personnes à faibles niveaux d'études.

2 Measuring income versus a standard poverty line.

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE: développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : développement social		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
<ul style="list-style-type: none"> Intégration et pleine participation sociale des personnes marginalisées ; 	<p>Note : Attention : dimension se recoupe avec celle de l'isolement.</p> <ul style="list-style-type: none"> Adaptation sociale (Pageau and Ferland 2002)² ; Gender pay gap (European Commission and Eurostat 2005). People living in jobless households (European Commission and Eurostat 2005). 	<ul style="list-style-type: none"> Statut des personnes accompagnées : Sexe, Statut familial, Âge, Origine ethnique, scolarité complétée, revenu personnel.
<ul style="list-style-type: none"> Développement des personnes dans leur communauté ; 	<ul style="list-style-type: none"> Sentiment d'appartenance à sa communauté (SC) Enhance sense of community membership (Wehrell 2002) 	
<ul style="list-style-type: none"> Création de réseaux de soutien et d'entraide. 		
Rétention des jeunes (+)	<ul style="list-style-type: none"> Démographie (statistiques officielles): Indicateurs de changements démographiques et Taux d'accroissement de la population (MDEIE)³. Poids démographique de la région de la Capitale-Nationale (MDEIE). Entrants, sortants et soldes migratoires interrégionaux (ISQ). Ability to stay in her community (Wehrell, R. 2002). 	
Amélioration de la participation citoyenne (+)	<ul style="list-style-type: none"> Participation (statistiques officielles): Participation sociale (activités sociales) (SC). Participation communautaire (SC)⁴. Montant en dons versés à des organismes séculiers (SC). Heures consacrées au bénévolat (SC). Participation à la vie politique (SC)⁵. Responses to EC Internet public consultations (UE). E-government usage by individuals (UE); 	

1 Exercice du droit de vote ; bénévolat ; activité culturelle.

2 Très faible appartenance à sa communauté locale (sentiment d'appartenance) ; niveau de stress quotidien et Indice de prise en charge LPJ.

3 Variation de la population; migration interrégionale; structure de la population par groupe d'âge; rapport de dépendance démographique et indice de remplacement.

4 Appartenance, taux de participation et fréquence de participation à un groupe ou organisme communautaire.

5 Indice composé des indicateurs suivants : Assister à une réunion publique; voter aux élections fédérales; chercher de l'information sur une question de nature politique; bénévolat pour un parti; s'exprimer sur une question de nature politique en communiquant avec un politicien ou un journal; signer une pétition; boycotter un produit pour des raisons éthiques; participer à une manifestation ou à une marche de protestation.

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE: développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : développement social		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
	<p>Proportion des femmes siégeant dans les instances régionales (lieux décisionnels et consultatifs) (CSF).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation (Epstein and Crane 2005): Average hours per week dedicated to community organizations ; % of clients registered to vote/who voted; # of leadership roles in community organizations and/or church. • Participation (Chen 1997): Public institutions (members or participation in deliberations); Public sphere (made public demands or protests individually or in a group); Politics (voted for, campaigned for or run as a political candidate); Local organizations (belong to local program-organized group, active in or play leadership role in local organization). • Community participation (Sebstad et al. 1995): Changes in participation in social networks; Changes in participation in civic organisations. • Increased involvement in community organizations (Wehrell, R. 2002) • Measures of association (Mosley et al., 2004): General involvement (Associational membership and Active participation: Educational ; Church organizations ; Sports clubs ; Unions of entrepreneurs, credit unions, cooperatives; Non-profit organisations; Other) • Engagements with state/politics (Zohir and Matin 2004): Participation in electorate; Relation with state machineries; Political mobilization to protect/establish civil rights; Influencing policy. • Media exposure index (Mosley et al. 2004). • Political involvement (Mosley et al. 2004): Participation (any kind); Party membership ; Financial support. 	
Revitalisation des territoires défavorisés (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Indice de défavorisation (Pampalon et al. 2004) ¹; • Dispersion des taux d'emploi (cohérence 	

1 Composantes : personnes peu scolarisées, rapport emploi/population, revenu moyen, personnes vivant seules, personnes séparées, divorcées ou veuves, familles monoparentales.

NIVEAU D'ÉVALUATION : méso/local		
DIMENSION GLOBALE: développement local		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : développement social		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
	régionale) (European Commission and Eurostat 2005) ; <ul style="list-style-type: none"> • Entreprise diversification (existence of local competitors at time of startup) (Wehrell, R. 2002) • Local market orientation of entreprises (Wehrell. 2002) 	

NIVEAU D'ÉVALUATION :

- **macro/sociétal**

DIMENSIONS :

- **développement d'une économie plus humaine, viable et durable**
 - économie sociale et finance solidaire
 - communauté solidaire
 - changements de culture

NIVEAU D'ÉVALUATION : macro/sociétal		
DIMENSION GLOBALE : développement d'une économie plus humaine, viable et durable		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : économie sociale et finance solidaire		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Activité économique inclusive et responsable (+)		
Richesse partagée (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Income distribution (Epstein and Crane 2006). • Dollars donated and invested (Epstein and Crane 2006). 	
Pratiques inclusives et accessibles (+)		<ul style="list-style-type: none"> • Portrait de la clientèle (âge ; immigrante ; secteur d'activité ; revenus ; sexe).
Système financier inclusif (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Percentage of loan clients providing non-traditional collateral, Type of collateral used (social, physique) (De Gobbi 2005). • Dollars received from capital markets (USAID and Woller 2006). • Partenaires financiers (Lévesque 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> • Portrait de la clientèle ayant accédé au prêt (âge ; immigrante ; secteur d'activité ; revenus ; sexe). • Partenariat avec les institutions financières.

NIVEAU D'ÉVALUATION : macro/sociétal		
DIMENSION GLOBALE : développement d'une économie plus humaine, viable et durable		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : communauté solidaire		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Canalisation des ressources communautaires (+)	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation des acteurs locaux ¹: parrainage, prêt de locaux et d'équipement, bénévoles au conseil d'administration et aux comités de crédit (Guérin 2002). Mobilisation de ressources relevant de l'économie plurielle : ressources marchandes (banques et caisses), ressources non marchandes (avantages fiscaux et subventions) et ressources non monétaires (travail bénévole) (Lévesque 2000). Composition du conseil d'administration et du comité de gestion (Lévesque and Mendell 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> Heures de bénévolat. Provenance des bénévoles. Professionnels mobilisés dans le projet de suivi ciblé (Charlevoix). Partenariat avec les organismes de développement local, les organismes communautaires, les institutions d'enseignement, etc.
Mobilisation des capitaux éthiques (+)	<ul style="list-style-type: none"> Provenance du capital (Lévesque and Mendell 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> Capitalisation du fonds (provenance des dons et prêts).

NIVEAU D'ÉVALUATION : macro/sociétal		
DIMENSION GLOBALE : développement d'une économie plus humaine, viable et durable		
DIMENSION SPÉCIFIQUE : changements de culture ²		
IMPACTS	INDICATEURS	STATISTIQUES DES ORGANISMES
Culture d'entreprise citoyenne (+)		
Responsabilité sociale de l'entreprise (+)		

1 Acteurs locaux : municipalités, institutions financières, syndicats, organismes publics, religieux et communautaires.

2 Le changement de culture attendu/souhaité : développer une culture d'entreprise citoyenne chez les participants et les sensibiliser à la responsabilité sociale de l'entreprise.